11me année. — N° 191. — 25 janvier 1935. Prix : 2 francs.

BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

C'est contre les communistes que sévit la répression en Russie

par F. CHARBIT

Vers la guerre...

par R. LOUZON

La mort de Rome et les origines de la Féodalité

(CONCLUSIONS)

par J. PÉRA

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois ! qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4me page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR

Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance :

à Pierre MONATTE, pour la rédaction ;

à CHARBIT, pour la Renaissance du Syndicalisme ;

à CHAMBELLAND, pour l'administration.

Tous trois : 54, *rue du Château-d'Eau, Paris*-10e

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE

Les faits de la quinzaine

Salut aux 40.000 ! — Le cartel obligatoire : hausse des prix industriels. — Quelle sera la réaction paysanne ? — Vers l'inflation .. R. L.

C'est contre des communistes que sévit la répression en Russie.... F. CHARBIT

Vers la guerre ..... R. LOUZON

La mort de Rome et les origines de la Féodalité (suite et fin)..... J. PÉRA

Parmi nos lettres

A propos de l'affaire Serge. — Que répondra Jean-Richard Bloch ? — Le Plan. — Le mouvement des chauffeurs de taxi parisiens. — Qualité et quantité de travail. — Le travail est un crime. — L'incident Valois-fonctionnaires. — Paysans et instituteurs.

La renaissance du Syndicalisme

A quelle heure la soupe ?.. F. CHARBIT

Petit carnet

Un milieu où l'on respire. M. CHAMBELLAND

A propos du krack Citroën

C.G.T. et C.G.T.U. reprennent les pourparlers

A travers les livres

Histoire du mouvement syndical en France ..... P. MONATTE

Deux rééditions

Chants du Passager ..... M. CH.

Faits et Documents

Les emprisonnements de cheminots en U.R.S.S. — Censure bolchévique... au *Populaire*. — La C. G. T. dans le projet Flandin.

Entre Nous

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Salut aux 40.000 !

Ils ont été plus de 40.000 dans la Sarre, à mettre la classe au-dessus de la patrie ; à voter contre l'Allemagne parce que l'Allemagne c'était Hitler le destructeur des organisations ouvrières !

C'est peu et c'est beaucoup...

La population ouvrière de la Sarre se compose de 100.000 mineurs et métallurgistes. Ajoutons-y les femmes ; on arrive à quelques 200.000 votants ouvriers ; le quart a voté contre Hitler ; un sur quatre chez qui la conscience de classe a primé la soi-disant solidarité nationale.

*Un sur quatre, mais il faut tenir compte que sur ces 100.000 ouvriers, 60.000 étaient des mineurs pour qui le statu quo politique signifiait également le statu quo patronal, c'est-à-dire le maintien comme patron de cet Etat français dont ils avaient pu, durant 15 ans, mesurer toute la dureté. (Nous la signalions dès 1923 dans l'*Humanité*, au retour d'une enquête en Sarre).*

Si bien qu'en définitive on peut dire que si la classe ouvrière, même la plus évoluée, n'est pas encore, dans son ensemble, dégagée de l'emprise idéologique bourgeoise, il y en a, néanmoins, une partie non négligeable qui n'hésite pas — quoi qu'il puisse lui en coûter — à se dresser résolument contre la patrie, paravent des intérêts de classe de la bourgeoisie, au nom de ses intérêts de classe à elle !

Le cartel obligatoire ; hausse des prix industriels

Flandin n'a pas perdu de temps à mettre en œuvre la double manœuvre des « ciseaux » qu'il avait annoncé dans son discours-programme.(Voir R. P. *du 10 déc. 34).*

Premier temps : au nom de la « liberté économique », on rétablit la concurrence dans l'agriculture par la suppression du prix minimum, et ainsi on amène la diminution des prix des produits agricoles.

Second temps : au nom de la liberté économique qui « ne doit pas être la licence », on établit dans l'industrie le monopole, le monopole obligatoire, qui, en soustrayant les prix industriels aux effets de la concurrence, permet de les faire monter à peu près autant que l'on veut. Si vous en doutez, prenez ce simple fait, tout récent : nous avions indiqué au lendemain du discours de Flandin qu'un des objectifs de l'institution annoncée des cartels obligatoires était d'obliger à la constitution du cartel des fontes de moulage, qui avait pas mal de difficultés à se faire librement. En effet, au lendemain de ce discours, à la fin du mois dernier, le cartel s'est constitué ; résultat : le prix de la fonte a aussitôt monté de 50 fr. par tonne !

Ainsi, la politique de Flandin est admirablement claire ; c'est celle même du Comité des Forges. Baisse des produits agricoles afin que, toutes choses égales d'ailleurs, les salaires puissent être plus bas ; hausse des produits de l'industrie lourde (la seule où les cartels puissent, en fait, fonctionner) ; double cause d'accroissement de bénéfices pour les magnats.

Quelle sera la réaction paysanne ?

La question est de savoir quelle va être la réaction des paysans ? Leurs derniers meetings montrent qu'ils ont saisi la manœuvre, ce qui n'était d'ailleurs pas très difficile. Que va faire le parti radical, habituel soutien des revendications paysannes ? Avec les systèmes électoraux actuels, qui avantagent énormément les paysans, Chambre et Sénat comprennent nécessairement une majorité de « ruraux ». La politique « industrielle » du remplaçant de Tardieu dans les bonnes grâces du Comité des Forges, ne peut se poursuivre qu'à la condition d'une « réforme électorale » rétablissant un véritable suffrage universel où le paysan n'aurait plus droit, comme aujourd'hui, à deux fois plus de députés que l'ouvrier. Flandin et le Comité des Forges oseront-ils aller jusque là ?

Vers l'inflation

Mais Flandin a lancé aussi autre chose, qui n'était pas prévu au discours-programme : c'est l'inflation.

La chose a été annoncée par un coup de grosse caisse : le remplacement du gouverneur de la Banque de France, et les déclarations de Germain Martin qui l'ont accompagné ; l'exécution en a commencé par le dépôt du projet de loi élevant de 5 milliards le plafond des Bons du Trésor, que la Chambre aura sans doute discuté et voté au jour où paraîtront ces lignes.

En bref, voici ce dont il s'agit :

On sait que l'état français qui a déjà dû, pour boucler son budget, emprunter 37 milliards en deux ans (rapport de Baréty), va encore avoir à faire face, cette année, à un déficit considérable. Déficit dont il est malaisé de prévoir dès maintenant le chiffre réel, mais qui, si on y ajoute, comme il faut le faire puisque c'est l'état qui l'a à sa charge, le déficit des chemins de fer, sera certainement de l'ordre de la dizaine de milliards au moins.

Or, pour faire face au déficit, l'état n'a et n'a jamais eu que deux moyens : l'emprunt et l' « inflation ».

Le moyen correct, honnête, le moyen classique, celui toujours employé jusqu'en 1914 par l'État français moderne, c'est l'emprunt. On a besoin d'un certain nombre de milliards, on les emprunte en s'engageant, ou non, à les rembourser plus tard, mais en s'engageant, en tous cas, à en payer intérêt.

L'autre moyen — faut-il dire malhonnête ? — consiste à se procurer l'argent dont on a besoin avec ...la presse à billets : on fait tout simplement imprimer le nombre de billets de banque supplémentaire qui est nécessaire pour boucher le trou. Ce fut le moyen employé par l'état français de 1914 à 1926 ; c'est l' « inflation ».

Eh bien ! autant qu'on peut en juger d'après les déclarations qui ont accompagné la nomination du nouveau gouverneur de la Banque, c'est à ce second moyen que s'est résolu le gouvernement (1).

Oh, bien entendu ! on ne prononce pas le mot

---

(1) Voici, par exemple, ce qu'on trouve dans une interview de Germain Martin :

« *Au contraire, si des valeurs circulant dans les limites raisonnables et prudentes des besoins vitaux du pays, préalablement autorisées par le Parlement, peuvent être l'objet de transactions constantes, grâce à la certitude de leur réescompte par l'Institut d'émission, un pourcentage accru des réserves d'or joue désormais un rôle plus important dans l'activité nationale, parce qu'il permet aux solliciteurs du réescompte d'obtenir des montants supé-*

d'inflation ! On continue d'exprimer toute son horreur pour le mot et la chose ! Bien entendu aussi, il n'est pas non plus question d'utiliser le procédé franc, direct, qui fut employé lors de l'inflation précédente et qui consistait tout simplement en ce que l'état se faisait faire des « avances » par la Banque de France, au moyen d'une quantité correspondante de nouveaux billets que celle-ci était autorisée à imprimer.

Non, on fera une inflation camouflée, *copiée sur celle que pratiquent actuellement les hitlériens pour payer leurs grands travaux et leurs préparatifs de guerre. L'état émettra des Bons du Trésor, c'est-à-dire des titres d'emprunt à court terme (ce sera donc en apparence un emprunt), mais ces Bons du Trésor* pourront être escomptes avec des facilités toutes spéciales par la Banque de France.

Or, si ces facilités toutes spéciales consistent en ce que celui qui aura prêté 1 million au Trésor pourra aussitôt porter, sans que cela lui coûte un sou, le Bon du Trésor qui lui aura été remis, à la Banque de France qui lui donnera à la place 1 million de billets de banque, il est évident que ce soi-disant emprunt sera un faux emprunt. Le Bon du Trésor n'aura été là qu'un intermédiaire destiné à camoufler la véritable opération, celle consistant à fournir à l'état le million dont il a besoin au moyen d'un million de billets sortis tout exprès des presses de la Banque.

Quelle sera l'importance de cette inflation ? Comment sera-t-elle compatible avec le maintien de la convertibilité actuelle en or (ou plutôt la semi-convertibilité) des billets de la Banque de France ? Aura-t-elle une influence sensible sur les prix ? Toutes questions très délicates sur lesquelles les meneurs du jeu en sont eux-mêmes très certainement réduits encore aux hypothèses et sur lesquelles, en tout cas, on ne pourra formuler une opinion que lorsqu'on connaîtra toutes les modalités du projet.

L'influence de l'inflation sur la condition du prolétariat

Nous n'expliquerons pas à nouveau ce qu'est l'inflation. Depuis dix ans que notre revue est fondée, l' « inflation », son spectre ou son espoir, selon les cas, n'a cessé de dominer toute la vie économique de ce pays ; aussi ne s'est-il pas passé d'année sans que nous n'ayons eu l'occasion de l'expliquer et l'examiner sous toutes ses faces.

Rappelons seulement que l'« inflation » (ou la fausse-monnaie *pour lui donner son vrai nom) est un procédé d'expropriation intérieure de la bourgeoisie. Il s'agit, grâce à elle, de transférer une part de la propriété des bourgeois-fainéants, les rentiers, entre les mains des bourgeois actifs : les commerçants et industriels. Par ce transfert, qui accroît la part de profit de la fraction active de la bourgeoisie, l'activité économique reçoit un véritable coup de fouet.*

Par contre, en supprimant ainsi des « droits acquis », l' « inflation » sape les bases permanentes du crédit et par là les fondements mêmes du système économique capitaliste. L' « inflation » est comme ces piqûres de substances plus ou moins toxiques qu'on fait aux malades : elles leur donnent un coup de fouet, mais répétées à trop faible intervalle, elles les empoisonnent.

Il en découle que le prolétariat n'a pas à redouter l' « inflation » au point de vue révolutionnaire ; c'est un bon moyen de démolition. Il n'a pas davantage à la redouter au point de vue de ses intérêts immédiats s'il sait être vigilant.

Ce dernier point, l'expérience des dix années qui ont suivi la guerre le prouve mieux que toute autre chose. Personne, en effet, je crois, ne contredira que la classe ouvrière française n'a jamais eu, dans l'ensemble, des conditions de vie supérieures à celles qu'elle a obtenues entre la fin de la guerre et 1929, c'est-à-dire pendant toute la période d'inflation (2).

La cause en est claire. Si l'inflation surexcite l'activité économique, si grâce à l'expropriation des rentiers, l'industrie peut marcher à plein, et rapporter aux patrons des profits élevés, les conditions sont éminemment favorables pour que les luttes engagées par les ouvriers se tournent à leur avantage. Le salaire réel n'est qu'une question de force. Qu'importe donc que hausse le prix de la vie si le grand besoin d'ouvriers qu'ont les patrons permet aux ouvriers de tenir la dragée haute aux patrons, suffisamment haute pour que leurs salaires montent plus que le coût de la vie.

A condition donc que la classe ouvrière ouvre l'œil, *qu'elle ne laisse pas passer la moindre occasion favorable sans revendiquer, que sa combativité reste entière, l'inflation ne saurait être néfaste au prolétariat, tant, du moins, qu'elle ne prend pas une allure catastrophique.*

Mais ceci seulement pour le prolétariat de l'industrie privée, celui qui travaille à la journée ou au mois ; au contraire pour le prolétariat « à statut », pour les fonctionnaires liés par des contrats qui sont en fait des contrats à vie, il n'en est pas de même. Ceux-ci n'ayant pas la ressource de profiter de l'activité économique accrue pour plaquer leur patron s'il ne veut pas les augmenter, voient leurs traitements ne suivre que de loin la hausse du coût de la vie. Si la période 1919-1929 a été, dans l'ensemble, une période de vaches grasses pour les travailleurs de l'industrie privée, elle a été une époque de vaches tout à fait maigres pour les fonctionnaires. Cependant, comme ceux-ci sont maintenant prévenus, qu'ils savent ce qu'est l'inflation, et qu'ils savent qu'ils doivent s'en défendre, ils le peuvent. L'inflation ne pourra leur être dommageable s'ils parviennent à imposer pour leurs traitements une échelle mobile, faisant varier ceux-ci automatiquement et immédiatement avec le coût de la vie.

A cette double condition, mais à cette condition seulement : maintien en état d'alerte perma du prolétariat privé, échelle mobile pour les fonctionnaires — l'inflation peut ne pas être dommageable aux travailleurs.

R. L.

---

rieurs exprimés en francs d'une même valeur or. » (Information du 5 janvier).

C'est du pur charabia, quasi-incompréhensible, mais dont l'obscurité est évidemment voulue. Cependant l'essentiel s'y trouve, dans les deux dernières lignes : « *obtenir des montants supérieurs exprimés en francs d'une même valeur-or* », ou ça ne veut rien dire, ou ça veut dire que sur la garantie d'une valeur-or, d'une marchandise par exemple, on pourra obtenir des billets de banque pour une valeur supérieure à celle de cette marchandise. Emettre des billets d'une valeur supérieure à celle des marchandises qui les garantissent, c'est la définition même de l'« inflation ».

(2) L'inflation a pris fin en 1926, mais ses effets se sont poursuivis encore durant les années suivantes, par suite du retard mis par les prix à suivre la dépréciation de la monnaie.

Cette revue vous intéresse ?
Abonnez-vous !

C'EST CONTRE DES COMMUNISTES QUE SEVIT LA REPRESSION EN RUSSIE

« L'ancienne opposition, celle des Russes blancs, n'existe pour ainsi dire plus. Elle s'est dispersée, expatriée ou ralliée. Les dirigeants des Soviets ont à lutter aujourd'hui contre un mouvement d'avant-garde qui voudrait entraîner le régime dans une révolution plus « rouge » et qui lui reproche son modérantisme. »

(Interview de M. Marchandeau, *Petit Marseillais* du 30-12-34).

La répression sanglante qui a suivi l'assassinat de Kirov en Russie a provoqué dans la classe ouvrière une émotion qui n'est pas près de se calmer. Après l'Union des Syndicats de la région parisienne, la C.A. de la C.G.T., le Syndicat des T.C.R.P. ont tenu à protester contre l'exécution sans jugement de plus de cent prolétaires à l'occasion de l'attentat commis par un seul.

L'*Humanité*, qui a tout fait pour étouffer ces protestations et qui a réussi au moins partiellement à intimider ses alliés socialistes et à les empêcher de dire leur réprobation avec tout l'éclat nécessaire, l'*Humanité* feint de s'indigner des protestations émanant des syndicats confédérés. C'est, paraît-il, se déshonorer que de rappeler au gouvernement russe que toute personne poursuivie devrait avoir la possibilité de se défendre dans un procès public. L'honneur, pour un militant ouvrier, consisterait donc à approuver aveuglément les actes du gouvernement qui se dit prolétarien, même si ces actes sont manifestement antiprolétariens, même s'ils révèlent chez ce gouvernement un mépris de la vie humaine et une férocité qui égalent ceux des pires ennemis de la classe ouvrière.

Nous ne sommes pas de cet avis. Nous ne pensons pas que le devoir d'un militant ouvrier est d'approuver là ce qu'il condamne ailleurs, surtout quand les victimes, là comme ailleurs, ce sont encore et toujours des révolutionnaires. Nous ne sommes pas de cet avis, parce que nous savons qu'en approuvant le gouvernement russe dans sa répression, sous le prétexte facile que « le régime doit se défendre », nous fournissons d'avance au gouvernement français — celui d'aujourd'hui ou celui de demain — la justification à une répression analogue, les régimes ont toujours des raisons de « se défendre ».

Suppression de toute garantie de justice

Nous disons au gouvernement de Staline que le régime a tenu depuis plus de dix-sept ans, alors qu'il a connu d'autres dangers, sans jamais recourir aux mesures qu'il a prises au lendemain de l'assassinat de Kirov, mesures que nous allons rappeler d'après l'*Humanité* du 5 décembre :

Le comité central de l'U.R.S.S. a décidé d'introduire les amendements suivants dans le code des procès criminels actuellement en vigueur en U.R.S.S. pour l'investigation et l'examen des affaires des organisations terroristes et des actes terroristes commis contre des fonctionnaires du pouvoir soviétique.

Les enquêtes sur ces affaires doivent être terminées dans un délai inférieur à dix jours. L'acte d'accusation doit être remis aux accusés un jour avant l'examen de l'affaire par le tribunal.

Les affaires doivent être entendues sans participation du ministère public et de la défense. Les pourvois en cassation des verdicts prononcés et les sollicitations de pardon ne doivent pas être admis.

La sentence de peine capitale doit être mise à exécution immédiatement après le prononcé de l'arrêt par le tribunal.

Relisez ce texte, camarades, et réfléchissez qu'il suffit que des hommes soient *accusés* de faire partie d'une « organisation terroriste » (et nous allons voir ce qu'on appelle en Russie organisation terroriste) ou encore *accusés* d'un acte terroriste (et l'on a vu que pour un seul acte terroriste, 133 personnes ont été condamnées pour terrorisme), pour, qu'en vertu des amendements introduits dans le code criminel, ces hommes perdent toute possibilité de défense. L'instruction de leur affaire doit être bâclée en moins de dix jours ; ils ne doivent connaître leur acte d'accusation que la veille du jugement, et celui-ci est prononcé à huis clos, sans procureur de la République et sans avocat. Aucun recours en grâce n'est admis et les sentences de peine capitale sont immédiatement mises à exécution !

Connaissez-vous, dans aucun pays, des lois plus scélérates et une répression plus brutale ? Voici maintenant l'application de ces amendements par les tribunaux militaires de l'U.R.S.S. C'est encore l'*Humanité* du 7 décembre qui nous informe :

Léningrad, 6 décembre. — *Hier à huis clos, le collège militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S. a jugé, à Léningrad, 39 personnes accusées de préparation et d'organisation d'actes terroristes contre des fonctionnaires du pouvoir soviétique.*

La cour a établi qu'une grande partie des accusés pénétrèrent en U.R.S.S. par la Lettonie, la Finlande et la Pologne et étaient chargés de l'organisation d'actes terroristes.

Conformément aux articles correspondants du code des procès criminels et à la décision du comité central exécutif de l'U.R.S.S. du 1er décembre, le collège militaire de la cour suprême d'U.R.S.S. a condamné 37 des accusés à être fusillés et a décidé que tous leurs biens seront confisqués.

En ce qui concerne les deux autres accusés, une instruction complémentaire a été ordonnée.

Les sentences ont été exécutées.

Moscou, 6 décembre. — (Tass.) — *Le collège militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S. a examiné hier à huis clos, à Moscou, les affaires de 31 personnes accusées de préparation et d'organisation d'actes terroristes contre des fonctionnaires du pouvoir soviétique.*

Conformément à l'article correspondant des procès criminels et à la décision du comité central exécutif de l'U.R.S.S. du 1er décembre, le collège militaire de la cour suprême de l'U.R.S.S. a arrêté que 29 des accusés seront fusillés et que tous leurs biens seront confisqués.

Les trois autres accusés font l'objet d'une instruction complémentaire.

Les sentences ont été exécutées.

Remarquez encore qu'il s'agit là de personnes tout à fait étrangères à l'attentat de Nicolaiev. Elles étaient déjà en prison au moment de l'attentat. D'ailleurs on n'a tenté d'établir aucun lien entre leur procès et l'assassinat de Kirov. Qu'importe! ces emprisonnés paieront pour un acte qu'ils n'ont sans doute même pas connu.

Mais, au fait, que leur reproche-t-on ? « Préparation et organisation d'actes terrorristes », dit le tribunal militaire. Celui de Leningrad ajoute : « une grande partie

des accusés pénétrèrent en U.R.S.S. par la Lettonie, la Finlande et la Pologne », toujours pour organiser des actes terroristes.

Mais comment se fait-il qu'avant le meurtre de Kirov, nul écho de leur organisation, de leur préparation, de leurs crimes, ne nous soit parvenu ? Comment se fait-il que l'on n'a même jamais parlé de leur arrestation ? Et qu'est-ce que ces organisations terroristes que l'on condamne simultanément à Léningrad, à Moscou, à Minsk et en Ukraine et auxquelles on ne peut reprocher aucun acte terroriste effectif ? Et si une partie des accusés venaient de l'étranger, pourquoi ne dit-on pas à quels groupes ils étaient affiliés, et pour le compte de qui ils voulaient opérer ?

Nikolaiev et ses "complices" étaient des communistes

Mais si nous ne savons rien de précis sur l'identité et sur les actes des condamnés des 5 et 6 décembre, nous savons, par contre, que Nicolaiev et ses prétendus complices étaient des communistes. Nicolaiev avait été, de l'aveu de l'*Humanité*, membre du parti communiste et employé à l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Notre ami Yvon nous a indiqué que pour occuper un tel poste il fallait être irréprochable du point de vue du gouvernement soviétique, et le camarade Body a pu écrire dans l'*Emancipation* sans être démenti, que Nicolaiev avait été le secrétaire de Kirov. Ses « complices » étaient également des communistes. C'est l'acte d'accusation publié par l'*Huma* du 28 décembre qui le dit :

« *Tous les inculpés* SONT *des employés et des étudiants, anciens membres du parti, qui en avaient été exclus pour leur participation au groupe antisoviétique Zinoviev, et* RÉINTÉGRÉS AU PARTI *après un repentir hypocrite,* »

C'étaient donc des communistes. Le pire est que c'étaient des communistes de la « génération soviétique », de celle qui a grandi et s'est développé dans le régime actuel. Agés de 10 à 20 ans au moment de la révolution, ils ont peu ou pas connu le régime tzariste ; n'ayant à peu près aucun contact avec l'extérieur, ils sont le pur fruit du régime actuel.

Mais ces communistes étaient des oppositionnels; ils avaient fondé « un centre antisoviétique illégal ».

« Antisoviétique », on sait que, sous la plume des représentants du gouvernement russe c'est simplement synonyme d'oppositionnel. Trotsky est antisoviétique, Zinoviev est antisoviétique, comme Radek et Boukharine étaient hier et seront peut-être demain antisoviétiques, comme est antisoviétique notre camarade Victor-Serge.

Illégal ! Quand on sait qu'en Russie, non seulement il n'y a qu'un parti qui soit légal, mais qu'au sein de ce parti une seule opinion est légale : celle des dirigeants, — comment voulez-vous éviter l'illégalité ?

Et puisque nul n'a le droit d'exprimer légalement, ni par la parole, ni par l'écrit, une autre opinion que celle des gouvernants, il ne reste pas d'autre issue au militant qui n'est pas d'accord que d'avoir recours à la propagande illégale et de s'entendre « clandestinement » avec ses camarades pour organiser cette propagande.

Quant au repentir auquel on astreint périodiquement les oppositionnels, il n'a jamais trompé personne, ni ceux qui l'imposent, ni ceux qui le subissent. Il s'agit pour les uns d'humilier leurs adversaires et, parfois, de les domestiquer; pour les autres, il s'agit de conserver son droit de vivre, et qui sait, d'espérer une revanche !

Ces pratiques déprimantes déshonorent davantage ceux qui les imposent que ceux pour qui il n'y a le choix qu'entre la soumission et la prison ou l'exil. quand ce n'est pas la mort.

Reste l'histoire du consul étranger. Notons que c'est seulement trois semaines après son crime que Nikolaiev aurait révélé ses rapports avec le consul de Lettonie, un social-démocrate menchevik du nom de Bisseneck.

L'acte d'accusation fait dire à Nikolaiev :

« *J'ai indiqué que nous étions prêts à aider le consul en mettant en lumière ce qui se fait en U.R.S.S. J'ai eu un entretien avec Chatski et Kotolynov sur la nécessité d'intéresser le consulat par une documentation sur la situation intérieure de l'U.R.S.S. J'ai ensuite demandé au consul de nous prêter une aide matérielle... A l'entrevue suivante... il me remit 5.000 roubles.*

« *Il dit qu'il pouvait établir la liaison avec Trotsky si je lui remettais une lettre du groupe à Trotsky.* »

En acceptant comme véridiques ces déclarations prêtées à Nikolaiev, il serait admis que Nikolaiev et deux de ses « complices » auraient été en rapports avec un consul ancien menchevik, qu'ils lui auraient fourni une documentation pour laquelle ils auraient reçu une somme d'argent. Mais ce consul n'aurait fait là que ce que font tous ses pareils dans tous les pays ! Tous les agents diplomatiques, officiels ou secrets, s'efforcent d'apprendre le plus de choses possibles sur les pays où ils résident. Et il est bien certain qu'ils ne cherchent pas leurs renseignements exclusivement auprès des représentants officiels du gouvernement du pays où ils opèrent.

En tout cas, rien dans l'histoire du consul letton qui sorte de l'ordinaire et qui ressemble en quoi que ce soit à la préparation d'un acte terroriste. D'ailleurs, s'il en avait été autrement, on ne comprendrait pas que le gouvernement russe ait laissé partir tranquillement le consul letton sans lui demander de comptes de son crime.

En vérité, cette histoire du consul letton, si elle permet de corser un peu l'affaire de Nikolaiev, avait sans doute pour but principal de compromettre Trotsky. La peuve, c'est qu'après la publication de l'acte d'accusation qui ne dit même pas que « le centre de Leningrad » a essayé de correspondre avec Trotsky, il s'est trouvé quelqu'un à l'*Humanité* pour écrire que Trotsky aussi était un terroriste et que la preuve était faite de sa liaison avec le meurtrier de Kirov !

Le crime d'être oppositionnel

La condamnation et l'exécution de Nikolaiev et de ses « complices » ont été suivies d'un autre procès, intenté à Zinoviev, Kamenev et au « centre de Moscou ». Ici, aucun membre du groupe « terroriste » et « contre-révolutionnaire » n'a accompli d'acte terroriste. Le seul crime du « centre de Moscou » est de n'être pas d'accord avec le gouvernement et de se réunir secrètement pour le dire.

« *Une des principales tâches du groupe était le maintien de ses cadres et le renforcement parmi les membres du groupe, du sentiment de rancune et de haine ouverte envers les dirigeants du parti communiste et du pouvoir soviétique...* »

Je pose cette question à ceux qui approuvent la répression du gouvernement de Staline : « Si c'est un crime de chercher à maintenir ses cadres et à les renforcer, si c'est un crime d'exprimer des sentiments de rancune et de haine à l'égard des gouvernants, et si les gens coupables de ce crime méritent des condamnations à 7, 8 et 10 ans de prison, mais alors il n'y en a pas un seul parmi nous qui n'ait mérité mille fois un tel châtiment de la part de nos gouvernants.

Méfiez-vous du choc en retour, camarades !

*
* *

Je conclus.

Les syndicats confédérés ont eu raison de protester, non seulement pour manifester leurs sentiments d'humanité et leur solidarité internationale, mais dans l'intérêt de notre propre sauvegarde.

Ils se devaient de protester contre la suppression de toute garantie légale, même si les victimes s'étaient vraiment trouvées dans le camp de la bourgeoisie. Ils le devaient d'autant plus qu'il s'agit ici de défendre des prolétaires, lesquels devraient avoir le droit de s'exprimer au pays de la révolution sans recourir à l'illégalité et sans être contraints d'y former des groupes clandestins.

F. CHARBIT.

VERS LA GUERRE...

En 1928, le VIe Congrès de l'Internationale Communiste ayant déclaré que la guerre était là, nous analysions les causes de guerre existant à ce moment dans le monde capitaliste et nous concluions que si des conflits y existaient bel et bien et qui ne sauraient se résoudre pacifiquement, ils n'étaient point encore « mûrs » ; en conséquence « *la guerre n'était pas là* » (voir *R.P.* du 1er octobre 28). Nous ajoutions, pour fixer les idées, que ces conflits ne seraient pas « à point » avant au moins une dizaine d'années, et qu'on pouvait dès lors compter sur dix ans de paix.

Les six années qui se sont écoulées depuis cette époque ont montré que nous avions raison de dire que « la guerre n'était pas là », que le danger d'une guerre imminente contre lequel on nous invitait à concentrer nos forces, était, à ce moment, pure imagination. Par contre, il est probable que le délai de dix ans que nous indiquions alors, ne sera guère dépassé de beaucoup. C'est aujourd'hui, beaucoup plus qu'en 1928,qu'on pourrait dire : « *la guerre est là !* »

Le nouveau conflit

Si les perspectives de guerre se sont aujourd'hui sensiblement rapprochées, ce n'est pas que les conflits qui existaient en 1928 aient mûri particulièrement vite, plus vite qu'on ne pouvait le prévoir. Des conflits que nous examinions alors, celui de l'Adriatique (Italie-Yougoslavie) et celui de l'Atlantique (Amérique-Angleterre) n'ont pas grandement évolué ; seul celui du Pacifique (Japon-Amérique) a, de par les initiatives japonaises en Mandchourie, fondamentalement progressé.

Mais aujourd'hui, le danger le plus pressant n'est pas là. Il est dans la naissance d'un nouveau conflit ; un conflit qui, bien que millénaire, paraissait il y a six ans presque complètement assoupi, et qui brusquement, à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, a surgi au premier plan.

Ses origines et sa récente histoire

Ce conflit sur lequel nous avons attiré l'attention dès les débuts du pouvoir nazi est l'antique conflit qui met aux prises dans les vastes plaines de l'Europe du Nord les peuples slaves et les peuples germaniques. Conflit qui naquit au jour lointain où Charlemagne arrêta, par ses terribles guerres contre les Saxons, la formidable poussée germanique vers l'ouest qui durait depuis une demi-douzaine de siècles — ce qui amena les Germains à se retourner de l'autre côté, vers l'est... où ils se heurtèrent aux Slaves. (Voir *R.P.* du 10 mai 1933).

A ce moment commence la conquête et l'assimilation par les peuples germaniques de la plus grande part de ce qui constitue aujourd'hui l'Allemagne. Conquête et assimilation lentes, progressives, mais continues, qui portent la germanisation d'abord jusqu'à l'Elbe, puis de l'Elbe aux bouches de la Vistule, et même, partiellement, jusqu'au golfe de Finlande.

Ce n'est qu'une variante de ce conflit qui opposa en 1914 l'Allemagne et la Russie. La germanisation des pays slaves ne se poursuivit pas seulement en effet vers l'est et le nord-est, mais aussi en direction du sud et du sud-est. La Bavière, partiellement occupée par des Slaves, fut entièrement reconquise par le germanisme, puis l'Autriche, et de fortes colonies germaniques furent même poussées, par delà l'îlot hongrois, jusqu'en Transylvanie. Continuant la poussée vers le sud-est, l'Autriche, avant-garde du germanisme, annexa la Bosnie et l'Herzégovine, pays slaves, tenta de domestiquer la Serbie, et ne cacha point son intention de déboucher à Salonique.

La réaction de la Russie contre cette poussée germanique sur les Slaves des Balkans fut la base du conflit austro-russe de 1914.

Or, il y a quelques années, ce vieux conflit paraissait en sommeil... momentanément. Les excellentes relations qui s'étaient établies après Rapallo entre la République de Weimar et la Russie, l'écartaient en ce qui concernait la plus grande puissance germanique et la plus grande puissance slave ; il y avait bien encore des détails de frontière à régler entre l'Allemagne et des états slaves secondaires comme la Pologne, mais si irritantes que fussent ces questions, elles n'étaient pas telles qu'elles puissent, à elles seules, amener des actions de grande envergure.

Son état actuel

Cette situation a été, du jour au lendemain,complètement changée par l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Il faut rendre cette justice à Hitler, que s'il sait mentir avec une impudence rare pour nier ses crimes, s'il est capable d'accuser, sans rire, les communistes d'avoir incendié le Reichstag, ou Roëhm et Schleicher d'avoir monté un complot, il n'a jamais caché les buts généraux qu'il poursuivait.

Pas plus qu'il n'a caché que son but immédiat était le réarmement de l'Allemagne, il n'a caché que le but principal de ce réarmement était de reprendre la vieille politique germanique d'expansion *vers l'est*, du refoulement ou de l'absorption des slaves, pour faire place aux Germains, — au contraire, il l'a placé en tête de son programme.

Le seul chapitre de son livre-programme *Mein Kampf*, consacré à la politique extérieure est intitulé : *Orientation à l'est et politique orientale.* Et voici ce qu'on y lit :

« *Nous nationaux socialistes, nous tirons un trait sur la politique extérieure allemande de l'avant-guerre, et nous en faisons une autre. Nous la prenons là où elle était il y a six siècles. Nous mettons un terme à cette éternelle marche des germains vers le sud et l'ouest de l'Europe, et nous dirigeons notre regard sur les terres situées à l'est. Nous mettons le point final à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre, et nous passons à la politique territoriale de l'avenir.* »

« *Le premier but de notre politique étrangère ne doit être ni une orientation à l'ouest, ni une orientation à l'est, mais une politique orientale dirigée vers l'acquisition des terres indispensables au peuple allemand. Mais cela c'est une question de force...* » (1).

C'est à l'œuvre ainsi tracée que, dès le jour où

(1) HITLER, *Mein Kampf*. Traduit d'après l'édition italienne, pages 381 et 396. Tout ce qui est en italique l'est aussi dans le texte.

il fut chancelier, Hitler s'appliqua, avec vigueur et décision.

Mais, pour pouvoir sans crainte s'épandre vers l'est, faut-il encore être tranquille du côté de l'ouest. C'est pourquoi Hitler, fort raisonnablement, juge indispensable de se débarrasser d'abord de la France. La guerre contre la France, en soi n'intéresse pas Hitler qui ne cherche pas des terres à l'ouest, elle n'est pour lui qu'une opération préliminaire, une préface, mais une préface indispensable :

«... Mais cela c'est une question de force ; or l'ennemi mortel de notre pays, la France, nous étreint sans pitié, et nous prive de force. Nous devons donc faire tous les sacrifices nécessaires pour détruire la force française et son hégémonie sur l'Europe » (2).

La préparation diplomatique

Au lieu de porter son effort, comme on aurait pu s'y attendre, sur les slaves les plus voisins, ceux avec lesquels la République de Weimar était déjà en conflit constant, les Polonais, Hitler s'en prend à des slaves plus lointains, des slaves avec lesquels l'Allemagne n'a plus un mètre de frontière commune, les Russes :

« Quand, aujourd'hui, nous parlons de nouveaux territoires en Europe, il nous faut penser, en première ligne, à la *Russie* ou aux Etats de son pourtour qui lui sont assujettis » (3).

Pourquoi la Russie et pas la Pologne

Prendre comme objectif la Russie au lieu de la Pologne, présente, en effet, plusieurs avantages.

Avantage de politique intérieure : le IIIe Reich rompt complètement ainsi avec la politique du IIe. Le IIe Reich flirtait avec la Russie contre la Pologne ; le IIIe s'alliera avec la Pologne contre la Russie. En politique extérieure comme en politique intérieure, le nouvel Etat s'affirme ainsi l'opposé de l'ancien.

Mais surtout avantage de politique extérieure. Il faut, avons-nous vu, se livrer d'abord — qu'il s'agisse de s'étendre en Pologne ou en Russie, — à une opération préliminaire : abattre la puissance militaire de la France ; or, la France est étroitement liée avec les deux pays qui bordent l'Allemagne, à l'est et au sud-est : la Pologne et la Tchécoslovaquie. L'Allemagne risque donc d'avoir à combattre sur deux fronts. La meilleure préparation diplomatique à une guerre contre la France, celle dont la réussite peut avoir une influence décisive sur l'issue de la guerre, c'est de se libérer d'un front ; pour cela, détacher de la France ses alliés de l'est, et, en particulier, le plus important d'entre eux, la Pologne. Or, si la Pologne est le premier pays qu'on se donne pour but de germaniser, cela est évidemment impossible, on resserrerait ainsi les liens de la Pologne et de la France, et les deux mâchoires de l'étau tiendraient plus fortement que jamais.

Il est vrai qu'en ne prenant pas pour premier pays à germaniser la Pologne, la germanisation des pays slaves ne pourra pas s'opérer de proche en proche. Une fois les territoires conquis sur la la Russie peuplés d'Allemands, il restera entre eux et la « mère patrie » un formidable îlot slave.

Mais cela ne saurait importer beaucoup à Hitler, car c'est presque toujours ainsi que la germanisation s'est opérée autrefois ; elle a procédé non de proche en proche, mais par « infiltration ». Le contraste avec les méthodes de formation de l'état français est éclatant. Alors qu'au fur et à mesure de sa formation territoriale, l'état français avait eu soin presque toujours de ne s'agrandir qu'aux dépens de ses plus proches voisins, ayant le souci constant de former un bloc d'un seul tenant, sans îlots étrangers à l'intérieur, le germanisme n'a jamais hésité, au contraire, à pousser ses avant-postes fort loin de ses bases, attendant souvent fort longtemps une occasion favorable pour les relier.

C'est à cela qu'on doit l'existence aujourd'hui encore de petits noyaux slaves en plein pays maintenant germanique, ainsi que celle d'une population polonaise dans le fameux corridor de Dantzig, entre une Prusse occidentale parfaitement germanisée, et une Prusse orientale qui ne l'est pas moins.

L'expansion du germanisme en Russie, au-delà d'une Pologne restée slave, ne serait donc que l'application de procédés millénaires. (4).

Le renoncement au corridor

Alors, allons-y ! Et allons-y carrément ! Pas de demi-mesures ! Non seulement la Pologne restera pour le moment en dehors de notre plan de germanisation, mais nous abandonnerons généreusement toutes les broutilles à propos desquelles le IIe Reich se disputait avec elle.

« Toute puissance qui trouve, comme nous, intolérable la prétention de la France de dominer le continent, est aujourd'hui notre allié naturel. Aucun chemin ne nous semblera trop rude qui nous permettra d'approcher ces Puissances, et aucun renoncement ne nous sera trop dur qui nous donnera, comme résultat final, la possibilité d'abattre le pire de ceux qui nous haïssent » (5).

Donc, corridor polonais, Haute-Silésie, etc..., nous abandonnons là-dessus nos revendications, nous cessons nos jérémiades. Que la Pologne garde en paix ce qu'elle a !

Bien plus ! elle veut pouvoir écouler facilement en Allemagne son charbon et autres produits. Qu'à cela ne tienne ! La frontière allemande qui, depuis quelque dix ans était pratiquement fermée aux marchandises polonaises, leur est désormais largement ouverte, un « bon » traité de commerce mettant fin à la guerre douanière.

Il n'est pas jusqu'aux questions financières en contestation depuis Versailles, qui ne viennent en dernier lieu d'être réglées, et à la satisfaction, naturellement, de la Pologne. L'Allemagne paie !

Ainsi, à partir du lendemain même de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la Pologne obtient tout ce qu'elle veut. On lui accorde tout, sans marchander, sans barguigner ; c'est fait en un tournemain : juste le temps de préparer les pièces et de les signer : « *Aucun renoncement ne nous sera trop dur...* »

---

(2) *Ibid.* page 396.

(3) *Ibid.* page 381.

(4) Il est assez curieux de constater que cette méthode a également la faveur des Allemands dans le domaine militaire. Ils l'employèrent notamment durant leurs grandes offensives du printemps 18. C'est à la surprise causée par la méthode de l'« infiltration » que les chefs de l'armée française attribuèrent officiellement l'effroyable défaite que les allemands leur infligèrent en mai 18. En fait, les effets de l'« infiltration » allemande ne furent à ce moment partiellement parés que par la réadoption spontanée par le troupier français de la ligne de défense *ininterrompue*, en place des « groupes de combat » isolés qui lui avaient été imposés durant les mois précédents par son état-major, copiant, comme toujours, ce qui se faisait de l'autre côté du no man's land.

(5) *Ibid.* page 396.

Slaves contre Slaves

Cependant cela n'est pas encore suffisant. Donner ne suffit pas pour s'attacher un adversaire. On peut ainsi, tout au plus, le neutraliser, mais pour s'en faire un allié, un allié susceptible de marcher à fond avec vous, il faut autre chose : il faut *l'intéresser à sa propre entreprise*, en lui montrant qu'il pourra conquérir une part du butin.

C'est ce qu'a fait Hitler.

Le rêve de Pilsudski a toujours été de reconstituer la «grande Pologne», la Pologne telle qu'elle était au début du XVIIe siècle, allant jusqu'au Dnieper, et même au-delà. C'est-à-dire un état englobant, outre la Pologne proprement dite (là où on parle polonais), la Russie Blanche et l'Ukraine (là où l'on parle blanc-russien ou petit-russien). Or ces derniers pays, territoires immenses dont l'acquisition doublerait celui de l'état polonais actuel, font actuellement partie de l'U.R.S.S. ; pour se les annexer il faut donc d'abord les conquérir sur elle.

On se rappelle que c'est ce qu'avait déjà tenté Pilsudski en 1920, lorsqu'il entra triomphalement à Kiev, capitale de l'Ukraine, pour en être d'ailleurs aussitôt chassé par les armées révolutionnaires et ramené en vitesse jusqu'aux faubourgs de Varsovie.

Il n'est pas certain — malgré les apparences — que l'armée stalinienne d'aujourd'hui soit capable de renouveler l'exploit des armées révolutionnaires d'alors, mais « chat échaudé craint l'eau froide » ; Pilsudski estime très certainement qu'il ne peut pas actuellement livrer seul la guerre à la Russie ; il lui faut un allié, un allié puissant. Hitler s'est offert.

Ainsi Hitler fait coup double.

D'une part, pour l'accomplissement du premier acte, pour l'opération préliminaire qui doit le débarrasser de la France, il libère ses derrières; il n'a plus, ou à peu près, qu'à faire face à l'ouest. D'autre part il crée, ou, plus exactement, il renouvelle en l'amplifiant, un état d'hostilité entre les deux principales puissances slaves qui ne pourra que faciliter la réalisation de la seconde partie du plan : l'extension du germanisme en pays slaves.

Le renoncement à la Carinthie

La Pologne n'est pas le seul allié sur lequel la France pouvait compter à l'est. Un autre borde également les frontières de l'Allemagne, c'est la Tchécoslovaquie. Celui-ci est moins important que la Pologne (15 millions d'habitants au lieu de 30 millions) ; néanmoins il est loin d'être négligeable. Or, la Tchécoslovaquie, elle, n'a point les ambitions de la Pologne, elle ne désire qu'une chose : garder ce qu'elle a. Pour cette raison il paraît difficile de se l'associer ; on n'essaiera donc point de le faire, mais on *l'isolera*. La force de la Tchécoslovaquie provient pour une large part de son entente avec la Yougoslavie et la Roumanie. Bordée au nord, à l'ouest et au sud par des pays hostiles : Pologne, Allemagne, Autriche, Hongrie — la Tchécoslovaquie privée de l'appui yougoslave et roumain, serait entièrement encerclée ; le mieux qu'elle aurait alors à faire dans ces conditions serait de se tenir tranquille !

D'où la grande astuce de faire avec la Yougoslavie, puisqu'on ne peut le faire avec la Tchécoslovaquie, ce qu'on a fait avec la Pologne, car elle n'est pas moins ambitieuse que celle-ci.

Dans les régions d'Autriche limitrophes de la Yougoslavie, en Carinthie notamment, il y a une certaine proportion de yougoslaves, des gens qui parlent slovène. Certes il y a des gens aussi qui y parlent allemand, et ce sont des pays qui font partie de l'Autriche, état « germanique » dont l'annexion est au premier rang du programme hitlérien. Mais qu'importe ! Hitler sait « voir grand » ; il n'est pas le petit bourgeois français qui hésite à sortir un sou de sa poche, même si cela doit lui rapporter un million ; il n'hésite pas à donner un œuf pour un bœuf ; tout comme il n'a pas hésité à abandonner les revendications sur le « corridor » pour s'assurer le concours de la Pologne, il n'hésite point à promettre la Carinthie à la Yougoslavie pour s'assurer son concours: « *Aucun renoncement ne nous sera trop dur...* »

Reste la Roumanie, mais avec elle, il n'y a pas à s'en faire. On sait par avance que n'importe comment, elle ne se décidera, comme toujours, qu'au bon moment, en faveur du plus fort.

Telle est la préparation diplomatique de la guerre, telle qu'elle est déjà réalisée, la préparation diplomatique à l'« explication avec la France » (6), préliminaire de l'expansion vers l'est.

Mais la préparation diplomatique n'est qu'une part de la préparation à la guerre ; l'autre part est sa préparation directe, la préparation militaire.

La préparation militaire

Que l'Allemagne soit actuellement en plein réarmement, c'est une vérité dont nul ne peut plus douter.

Au temps de la république allemande, alors que les armements « illégaux » de l'Allemagne étaient à peu près inexistants, nos nationalistes faisaient un plat de la moindre chose. Maintenant qu'avec Hitler le réarmement intensif de l'Allemagne est un fait, un fait avoué, hautement proclamé, nos « nationaux » ...se taisent prudemment ; on n'ose plus guère parler de l'armement allemand que par personne interposée, en reproduisant les articles.... des journaux anglais. Franklin-Bouillon lui-même a cessé ses « révélations ».

C'est que l'ère des rodomontades est finie. Nos farouches embusqués professionnels, toujours prêts à pourfendre un pays sans défense, sont devenus subitement aveugles et muets, maintenant qu'ils risquent de trouver à qui parler.

Leur silence ne change rien aux faits , et le fait est qu'Hitler arme, et à toute allure ; il n'est point un indice qui ne le confirme, pas un qui ne l'infirme.

La nouvelle arme

En quoi s'arme l'Allemagne ? Sur cela aussi on est fixé ; avant tout : l'aviation.

Les « lourds » allemands qu'on accuse de ne comprendre que lentement ont compris, cette fois très vite, que la technique guerrière avait « changé de base », que l'arme essentielle, fondamentale, des guerres futures, serait l'avion.

L'avion jouit entre autres du privilège d'être actuellement à peu près la seule arme « offensive », la seule dont l'attaque ne puisse être brisée. Les récentes manœuvres au-dessus de Londres et du Bourget ont montré, de l'aveu même des états-majors, que l'attaque avait pleinement réussi ; tous les moyens de défense mis en œuvre auraient été incapables d'empêcher les avions ennemis d'atteindre leurs objectifs, et de les *détruire* totalement.

La prochaine guerre se présentera donc dans des conditions exactement opposées à celles de

(6) HITLER, *ibid.* page 380.

1914. En 1914, la technique de l'armement procurait à la défense une formidable supériorité sur l'attaque, la mitrailleuse et le canon léger à tir rapide étant des moyens de défense incomparables, alors qu'ils sont d'une efficacité pratiquement nulle pour l'attaque. Avec l'aviation, nous nous trouvons en 1935 dans la situation inverse : l'avion, formidable pour l'attaque, est nul pour la défense, et, *jusqu'ici*, aucune arme terrestre, mitrailleuse, canon... n'a contre lui la moindre efficacité.

C'est ce que les maréchaux français n'ont, comme de juste, pas encore compris. Le propre des « grands chefs » militaires français est de toujours retarder d'une guerre ; ils préparent la prochaine sur la base de la précédente (7). Il en fut ainsi il y a vingt ans ; le fameux « plan 17 », au point de vue « stratégique » comme ils disent, se tenait évidemment très bien. Obligée d'employer une masse de manœuvre considérable pour effectuer sa grande marche enveloppante par la Belgique, l'Allemagne ne pouvait laisser qu'une faible ligne de défense en Alsace et en Lorraine ; si on faisait sauter celle-ci, pivot de l'enveloppement, on le transformait en désastre.

C'était fort exact, mais fort exact en 70 : munis seulement, comme c'était le cas alors, de fusils et de canons qu'il fallait repointer après chaque coup, les troupes allemandes laissées sur la frontière franco-allemande eussent été trop faibles pour résister à une attaque massive des troupes françaises, mais armées de mitrailleuses et de 77, elles brisèrent, en se jouant, tous les assauts : Morhange fut une plus lourde défaite que Charleroi.

Il en est de même aujourd'hui. C'est il y a quelques mois à peine que Pétain, alors ministre et discourant à je ne sais plus quel propos, proclamait sentencieusement : « Aujourd'hui c'est l'artillerie qui conquiert le terrain, l'infanterie l'occupe ». Phrase qui pouvait être partiellement vraie en 1918, mais qui est très certainement fausse en 1935 ; ce n'est pas l'artillerie qui maintenant conquerra le terrain, *c'est l'aviation.*

Ce qu'il faut bien se dire, c'est que du fait de l'avion, la prochaine guerre diffèrera infiniment plus de la guerre de 1914 que celle-ci n'a différé de toutes les guerres précédentes. Si perfectionné en effet qu'était l'armment il y a vingt ans, il ne s'agissait tout de même que de perfectionnement à un armement qui datait de la guerre de Cent ans (8) ; les armes n'étaient toujours que le fusil du fantassin et le canon de l'artilleur ; dans l'avenir il y aura en outre la bombe de l'aviateur. Révolution presque aussi grande que le fut celle produite il y a six cent ans par l'emploi de la poudre à canon.

Les conséquences, non seulement militaires mais sociales, de cette révolution seront certainement considérables. Car, de toutes les techniques, celle dont les conséquences sociales sont peut-être les plus importantes, est sans doute la technique militaire. C'est par la poudre à canon, ainsi qu'on l'a dit souvent et avec raison, que la féodalité a été détruite ; les régimes démocratiques sont généralement liés à la prépondérance de l'infanterie sur les champs de bataille ; c'est sur la dynamite que comptaient les martyrs de Chicago pour — en assurant les droits de l'individu — fonder l'anarchie.

Que donnera, au point de vue social, la prépondérance de l'avion dans la technique guerrière ? C'est une question à laquelle il est peut-être encore bien difficile de donner une réponse précise.

Ses avantages pour l'Allemagne et l'hitlérisme

En revanche, ce qui est certain, c'est que l'existence de la nouvelle arme favorise remarquablement l'armement hitlérien.

Elle le favorise matériellement et moralement.

Matériellement parce qu'il est facile pour un pays hautement industrialisé comme l'Allemagne de construire des avions rapidement et en grand nombre.

Matériellement aussi parce que l'existence de l'aviation commerciale a permis non seulement de camoufler en avions commerciaux des avions militaires, mais surtout parce qu'elle a permis d'étudier comme en n'importe quel autre pays, tous les problèmes techniques qui se posent à l'aviation militaire, ceux-ci n'étant pas essentiellement différents de ceux qui se posent à l'aviation civile : il s'agit toujours de pouvoir porter dans le rayon le plus grand les plus lourdes charges à la plus grande vitesse.

Matériellement encore parce que la nouvelle arme rend vaines toutes les fortifications. C'est bien l'idée la plus folle qui ait jamais germée dans le cerveau d'un officier d'état-major, que celle de cette ligne quasi-ininterrompue d'abris bétonnés allant « de la mer du Nord à la Méditerranée ». Encore un des effets d'en rester toujours à la guerre précédente. Ces fortifications auraient été certainement très utiles en 1914 ; donc, construisons-les en 1934 ! Leur seul rôle aujourd'hui sera de constituer une admirable souricière. Lorsque les avions auront conquis le terrain placé en arrière d'elles, lorsqu'elles seront privées du ravitaillement de l'arrière, combien de temps ceux qui y seront enfermés pourront-ils tenir (en admettant qu'on ait eu le temps de les occuper, et que les bombes d'avions n'aient point détruit leurs issues) ? Et si même leurs canons peuvent atteindre, comme on l'a prétendu, les villes du Rhin, ce ne sont pas les quelques obus qui pourraient être envoyés sur Mayence, ou même sur Essen, qui décideraient de la guerre, pas plus que n'en ont décidé les obus de la Bertha sur Paris.

Donc, matériellement — mais aussi, et peut-être plus encore, moralement.

Une guerre de « masses » serait en effet fort difficile à soutenir par l'Allemagne hitlérienne. Une guerre comme celle de 1914 où toute la population masculine valide est sur le front n'est possible que de la part de régimes qui ont pu rallier autour d'eux, en faveur de la guerre, la quasi-unanimité de la population. Qui oserait prétendre qu'il en sera jamais ainsi dans l'Allemagne hitlérienne ?

Par contre, cette condition de l'adhésion quasi-unanime de la population, n'est nullement nécessaire dans une guerre faite par quelques-uns seulement, faite par une armée réduite. C'est ce qu'avait bien compris Von Seekt lorsqu'il voulait une guerre faite par une armée de métier. Mais alors qu'une telle guerre est une hypothèse inconcevable avec des armées réduites aux armes traditionnelles de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie, c'est elle qui s'impose avec l'aviation. Même avec des flottes aériennes se montant à des dizaines de milliers d'appareils, ce n'est

(7) Bien heureux encore quand ils ne remontent pas plus loin. Je me souviens qu'en novembre 14, étant alors dans un régiment de réserve qu'on entraînait intensivement en vue de son départ pour le front, on nous faisait charger au coude à coude, et sur deux à trois rangs de profondeur ! C'étaient, paraît-il, les ordres, à la suite de l'expérience des premières batailles. Ces Messieurs en revenaient à Fontenoy !

(8) Au moins pour le canon ; le fusil date d'un peu plus tard, de la fin du XVe siècle.

tout de même qu'un nombre restreint d'hommes qui sera nécessaire. D'hommes « choisis ». Non seulement une armée de métier est possible en aviation, mais elle ne sera même, d'ici très longtemps, que la seule possible. Armée de métier, c'est-à-dire la seule armée possible pour un césarisme.

Armée réduite, armée de métier, donc aussi armée toujours prête ; armée qui n'a pas besoin d'une « mobilisation » proclamée à grand tam-tam ; elle peut fondre à l'improviste sur les points vitaux du pays ennemi, non seulement sans déclaration de guerre, sans préavis, mais même sans préparation « morale », donc sans une période préalable de « tension diplomatique ». Elle pourra attaquer aussi subitement qu'Hitler allant assassiner Roëhm.

Tout ceci étant, on comprend qu'Hitler peut être prêt à faire la guerre bien avant que d'avoir construit des tanks et des canons lourds en quantités égales à ceux de la France, bien avant d'avoir des millions d'hommes entraînés et encadrés.

La course de l'avion et du mark

Hitler peut donc être prêt rapidement, mais il *faut* aussi que ce soit rapidement qu'il le soit.

Les frais de l'armement allemand ne sont en effet couverts, comme à peu près tous ceux de l'Etat allemand, que par une formidable inflation, une inflation camouflée. Depuis l'avènement d'Hitler, l'Etat allemand paie ses fournisseurs non en argent comptant mais en « bons », que la Reichsbank leur « réescompte » aussitôt au moyen de marks qu'elle imprime tout exprès.

Il est évident que c'est là de l'inflation pure et simple, que c'est exactement la même chose que si la Reichsbank remettait directement des marks à l'Etat pour couvrir ses dépenses.

Comme toute inflation, celle-la doit amener inévitablement une élévation des prix.

Mais cette conséquence inéluctable de l'inflation ne se produit, comme toute conséquence, qu'avec un certain retard par rapport à la cause, en vertu du phénomène général de l'inertie. Inertie qui dépend de beaucoup de facteurs accessoires.

Le camouflage est l'un de ces facteurs ; il est susceptible de retarder sensiblement la conséquence de l'inflation,mais non indéfiniment. Dès maintenant les prix des vivres sont en hausse sensible.

Or si l'inflation commençait à produire nettement ses effets, si les prix se mettaient à hausser tant soit peu rapidement, la hausse des prix, étant donnée l'expérience toute fraîche qu'a de l'inflation le peuple allemand, prendrait vite une allure catastrophique, se poursuivant à un rythme au moins égal à celui de 23, et le nouveau reichsmark sombrerait, à son tour, dans les profondeurs, comme l'ancien mark. Alors, avant de songer à continuer à construire des avions, il faudrait d'abord... se recréer une monnaie.

Il faut donc qu'à tout prix les avions soient prêts avant que l'inflation n'ait produit ses effets ! Aussi est-ce à l'heure actuelle une formidable course entre l'avion et le mark, entre Gœring poussant à l'extrême l'un, et Schacht retenant de toutes ses forces l'autre. Si l'avion tarde, le mark ne pourra tenir ; si le mark lâche, l'avion ne pourra être.

Il est évident que toutes les forces de l'hitlérisme sont actuellement tendues pour que l'avion soit prêt à temps.

Le sera-t-il ?

Pour quand ?

Il est très difficile de le savoir. Il est très difficile de se rendre compte si oui ou non l'Allemagne peut compter avoir dans un bref délai, une supériorité sur les aviations des autres pays, pour pouvoir se risquer à attaquer — et donc, si la guerre aura lieu, ou non, à bref délai.

Comme source de renseignements proprement dits, on ne peut guère, en effet, compter que sur ceux donnés officiellement dans l'un ou l'autre pays. Tout en annonçant la construction de nouveaux avions, les ministres intéressés, de France et d'Angleterre, ont affirmé à la tribune que les aviations de leurs pays respectifs étaient et resteraient très supérieures à celle de l'Allemagne. Mais en lisant de telles déclarations, on ne peut s'empêcher de se rappeler non seulement le « il ne manque pas un bouton de guêtre » de 1870, mais encore le fait qu'en 1914 l'état-major français vit surgir sur les lignes allemandes, en plus des corps d'armée qu'il connaissait, des corps entiers de ersatz dont il n'avait tenu aucun compte — le fait qu'en 1915 les Allemands eurent le temps de préparer toute une technique d'attaque par les gaz, sans que l'état-major français, jusqu'au jour de l'attaque, en ait su le premier mot, — inversement, que les Anglais purent construire, sous le nom de « réservoirs » (tanks), des chars d'assaut dont le commandement allemand n'apprit l'existence qu'après qu'ils eurent bousculé ses lignes.

Il faut donc être très sceptique sur l'exactitude des renseignements non seulement publiés, mais possédés par les 2es Bureaux.

On en est ainsi réduit, en l'absence de certitude sur les faits, à l'examen des possibilités.

A cet égard, nous nous sommes adressés à un camarade qui a largement participé à la création de ce que Archimbaud considère comme la première aviation du monde, et voici les intéressantes considérations qu'il nous a envoyées :

« En aviation militaire, voici ce qui me semble dominer tout :

« 1° La technique se développe avec une telle rapidité qu'il ne peut être avantageux longtemps de posséder une flotte nombreuse, elle est vite périmée. C'est le cas de la France et de l'U.R.S.S. actuellement, ça pourra être celui des Etats-Unis demain.

« 2° Deux choses priment donc : l'existence d'un outillage *moderne nombreux* servi par un personnel technique et scientifique *expérimenté* et celle d'un personnel volant *entraîné*. Le minimum d'avions que l'on entretient constamment (de 2 à 5.000) est une norme qui s'établit par le jeu de l'équilibre militaire entre les nations ; il tend toujours à augmenter mais ne servira qu'au premier choc. Dès l'ouverture des hostilités, c'est l'outillage et le personnel technique et volant qui décideront des forces.

« Pour l'Allemagne, mon impression est que ses techniciens ne feront jamais la bêtise de construire en temps de paix 25.000 avions dont les types seraient forcément périmés avant la fin même des séries. Techniquement ils n'en sont pas encore capables, 25.000 avions c'est au moins le *triple* des moteurs qu'il faut prévoir et un personnel *volant* de *cent mille* hommes. Aucun pays ne me semble actuellement pouvoir atteindre un tel résultat avant une bonne année de guerre, lorsque toute l'industrie travaillera pour la guerre. Il faut 6 mois pour faire un mauvais pilote et un personnel de 20 à 25.000 ouvriers aurait du mal à sortir 1000 avions complètement équipés par an.

« Que les Allemands fassent un gros effort pour rattraper ce que le traité de Versailles leur a fait perdre, c'est logique, mais il doit porter surtout sur la formation d'un personnel technique et volant entraîné, attendu qu'ils possèdent l'outillage et les forces scientifiques. »

Ce que dit notre camarade est certainement très exact pour des pays qui cherchent simplement à être prêts pour une guerre de date indéterminée, mais est-ce encore vrai pour un pays qui aurait

décidé de faire la guerre à une date déterminée et prochaine ?

N'y aurait-il pas intérêt pour un tel pays à construire dès le temps de paix la flotte la plus nombreuse possible qui lui assurerait la supériorité dans les premiers chocs, et par là la victoire définitive, avant que le potentiel d'armement du pays ennemi ait seulement eu le temps de se mettre en branle ?

L'industrie allemande n'est-elle point dès maintenant dans une situation analogue à celle de guerre, son activité étant entièrement concentrée entre les mains du dictateur économique Schacht qui peut faire fabriquer tout ce qu'il veut et uniquement ce qu'il veut, puisqu'il règle souverainement l'entrée et la distribution des matières premières ?

Autant de points d'interrogation qui nous empêchent de conclure. Ce qui est certain, c'est que la date de la guerre dépend toute entière des réponses à ces questions. Car si l'Allemagne peut, à brève échéance, acquérir dans l'aviation une supériorité nette sur ses ennemis, c'est la guerre à brève échéance. Sinon... c'est la guerre pour plus tard, quand une occasion favorable sera à nouveau trouvée, car il restera ce fait permanent que l'Allemagne possède une population et une industrie très supérieures à la population et à l'industrie française,qu'elle a donc, de ce fait, *une cause permanente de supériorité*, dont il lui faut seulement avoir la prudence de n'user que lorsque les circonstances permettront à celle-ci de jouer pleinement.

Une contre-préparation est-elle possible ?

Une guerre franco-allemande ne pourrait donc être évitée, ou, tout au moins, retardée à peu près *sine die* que par la création d'une force anti-hitlérienne formidable dont la puissance serait suffisante et assise sur des bases *suffisamment stables et suffisamment permanentes* pour pouvoir enlever à Hitler tout espoir de victoire pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Puissance matérielle, mais aussi et surtout puissance morale.

Comme toute chose nouvelle, le fascisme est doté actuellement, pour employer une expression à la mode, d'un puissant « dynamisme ». Il ne peut donc suffire pour s'y opposer de ressasser les vieilles histoires ; on ne peut le mâter qu'en y opposant un « dynamisme » au moins égal, au moyen de créations nouvelles, susceptibles de soulever l'enthousiasme. On ne peut arrêter le fascisme, cette exaspération du nationalisme, que par son contraire, par l'*internationalisme*, en faisant sortir l'internationalisme du domaine de la phrase pour *le faire entrer dans les faits*.

Contre le fascisme il faut, nous l'avons déjà dit, *sortir de la nation*, créer des groupements humains, dépassant le cadre des vieilles nations. Des groupements qui, s'ils ne signifient point encore la suppression pure et simple de toutes les nations, soient nettement une étape vers celle-ci, une démonstration que les vieux états et les vieux pays peuvent disparaître, en se fondant dans une unité supérieure, non seulement sans dommage, mais à leur avantage commun.

C'est pourquoi, ainsi que nous l'avons également déjà dit, le seul événement capable de faire reculer Hitler, serait la fusion en un seul tout, en un état, fédéral si l'on veut, mais unique, des pays européens restés en dehors du fascisme, c'est-à-dire ceux où la classe ouvrière jouit encore de la liberté de s'organiser et de lutter. Si la France et l'Angleterre, ces deux pays traditionnellement distincts, séparés l'un de l'autre depuis la chute de l'Empire romain, souvent ennemis, toujours rivaux, ne se contentaient pas d'une alliance plus ou moins lâche et plus ou moins précaire, mais *fusionnaient*, abandonnant l'un et l'autre leurs prérogatives d'états « souverains » au bénéfice d'une unité supérieure, quel coup pour le concept de la « patrie » et de l' « état national », et, par suite, pour le fascisme, qui n'en est que la forme la plus achevée ! Ce serait comme une sorte d'immense expérience de ce que pourrait être le monde, une fois les nations détruites.

Le seul moyen de faire reculer les jeunes nationalismes exacerbés n'est point le maintien des vieilles nations, mais la création de l'*internation*.

Qui peut créer l'internation ?

La bourgeoisie peut-elle créer cette internation ? Les bourgeoisies anglaise et française notamment sont-elles capables de sortir du cadre national ?

Il est bien certain que non. C'est dans ce cadre qu'elles sont nées et qu'elles ont évolué, et c'est elles, d'ailleurs, pareillement qui l'ont créé et fait évoluer ; la bourgeoisie a fait la patrie autant que la patrie a fait la bourgeoisie. Nation et bourgeoisie furent collées l'une à l'autre durant cinq siècles ; on ne les décollera pas. Seul, le prolétariat — qui « n'a pas de patrie » — peut sortir des cadres nationaux.

Pour rendre impossible l'attaque hitlérienne, il n'est donc d'autre moyen possible que de réaliser une union *étroite* entre les organisations syndicales des pays où celles-ci sont restées libres, afin de jeter les bases d'une fédération de leurs pays respectifs ; ceci fait, aller chacune — en brandissant ce drapeau — à la conquête du pouvoir (au sens général du mot) dans son pays respectif.

Mais ceci sera-t-il fait, et surtout fait à temps? Avant que les avions de Gœring ne soient prêts ?

Ce n'est pas sûr.

Alors ?

Et ce sera justice !

Alors, il ne nous restera, lorsqu'un beau matin, après nous être endormis la veille en toute quiétude, nous recevrons des bombes sur la figure, que l'âpre satisfaction de nous dire que nous ne l'avons pas volé.

Je dis : NOUS.

Car, jusqu'à nouvel ordre, la solidarité nationale est un fait. Lorsque la « France » — l'état dont nous faisons partie, que nous le voulions ou non, dans l'activité duquel nous avons forcément notre part de responsabilité — envoie ses avions jeter des bombes sur les peuples sans défense d'Asie et d'Afrique, lorsqu'elle massacre par villages ou tribus entiers les paysans d'Annam, les bergers du Rif et de l'Atlas, nous en sommes aussi personnellement responsables que les forbans qui en ont donné l'ordre.

Ce ne sont point les quelques protestations ou criailleries auxquelles nous nous livrons... parfois, qui suffisent à nous absoudre. Ce serait trop commode ! Partie intégrante d'un peuple, nous sommes coupables des crimes que nous n'avons pas le courage ou la force de l'empêcher de commettre.

Il est donc fort juste que lorsqu'Hitler nous soumettra au même régime que celui auquel nous soumettons annamites et marocains, nos protestations demeurent aussi vaines. Ayant été solidaires dans le crime, nous le serons dans l'expiation.

R. LOUZON.

La mort de Rome et les origines de la Féodalité

(SUITE ET FIN)

CONCLUSIONS

Me voilà au bout de mes peines.

Nous avons l'extrême division du pouvoir. Nous avons deux classes sociales nouvelles. Ma féodalité est constituée !

Elle va durer cinq bons siècles. Régime politique et social *qui correspond fort bien* à l'état de la technique productive et des moyens financiers du moment, c'est une époque prospère. « *Money talks* ! », « L'argent parle ! » disaient les américains pour caractériser la période de grande prospérité d'avant 29. Eh bien, au Moyen-Age, « *le fief parle !* ». Il y a le grand siècle, le XIIIe, où l'on retrouve physiciens, philosophes et médecins grecs, où les cathédrales montent et s'épanouissent au cœur des villes, où les professeurs de Paris produisent une magnifique synthèse des connaissances et de la conscience de l'époque, sans parler des peintres dont le « secret perdu » étonne à chaque visite au Louvre. Et la technique progresse. Au point de rendre bientôt réactionnaire l'éparpillement politique ! De même que, dans l'ordre social, le régime développe la nécessité des deux institutions qui vont le détruire : les communes et la royauté — la royauté unitaire et la commune libératrice.

Toujours les « fossoyeurs » de Marx !

Féodalité, phénomène européen

C'est assez curieux. L'occasion de mon étude était un personnage de l'Afrique du Nord, Genséric — et voilà que ma deuxième partie me confine à la rive Nord de la Méditerranée. C'est que *la féodalité est un phénomène du nord de l'ex-empire romain.* La partie sud de cet ex-empire a vu une évolution économique et sociale radicalement différente, caractérisée par le grand nomadisme.

Alors qu'au Nord, ce qui caractérise le régime nouveau, ce sont *les liens de la terre et de l'homme ;* au sud, le processus aboutit au *détachement radical de l'homme et de la terre.* Féodalité au Nord, nomadisme au Sud. « Tenure » du sol au Nord, territoires de « parcours » au Sud. Au Nord, division des hommes par la division du sol. Au Sud, cohésion des hommes, perfection de la « tribu » par les liens du sang. Histoire *territoriale* au Nord ; histoire raciale ou tribale, *génétique* en un mot, au Sud.

Reportez-vous à la carte 14 de votre *Géographie Economique.* La Méditerranée s'y présente comme un fossé entre la féodalité et le monde arabe. Plus que l'espace, plus que les différences de langue et de religion, c'est la différence de base économique qui sépare les deux mondes et qui les rend impénétrables, incompréhensibles l'un à l'autre. Au Nord, c'est la « terre d'honneur ». Au Sud, « le déshonneur entre dans la famille avec la charrue. » (Mahomet).

Regardons toujours notre carte. Certains auteurs ont prétendu que les origines de la féodalité étaient dans les invasions arabes, par suite précisément de la rupture que ces invasions auraient provoquée dans les communications d'Orient à Occident. Mais : 1° la relation de cause à effet n'est pas claire. 2° Naissance de la féodalité et invasions arabes sont des phénomènes *concomitants...* Et ces deux évolutions simultanées des deux moitiés de l'ex-Empire résultent avant tout d'un premier phénomène : *la mort de l'Empire* (résultent donc de la défaite de la classe opprimée au IIe siècle avant J.C.)

Si, maintenant, l'évolution Sud a été toute différente de l'évolution Nord, c'est que, dans leurs derniers siècles, les romains avaient introduit sur cette rive Sud l'*instrument* du détachement de l'homme et de la terre, l'instrument du nomadisme, nous voulons dire *le chameau.* (Voir *les Siècles Obscurs du Maghreb*, de M. Gautier.)

Considérations actuelles

Qui donc a prétendu étudier l'histoire du passé sans désir de la faire servir à la compréhension du présent ?

Ce n'est, certes, pas nous ! Nous brûlons de trop d'amour pour la civilisation, nous sommes si tourmentés à l'idée de sa disparition menaçante et si avides de la sauver et perfectionner,que cette crainte et ce désir forment la toile de fond, consciente ou non, de toutes nos recherches.

N'ayons donc pas honte de conclure notre étude par des réflexions sur le monde d'aujourd'hui.

Nous avons vu deux choses :

1° La civilisation antique meurt d'une révolution manquée ;

2° Malgré l'abolition de l'inégalité des personnes, c'est une société éminemment antiégalitaire qui succède à la société antique.

Ces deux faits se dressent comme deux avertissements solennels devant nos préoccupations actuelles.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le premier. Nos bourgeoisies nationales sont devenues des entraves à la production ; elles la freinent et rendent, par leurs douanes, les échanges pratiquement impossibles. D'autre part, incapables de réaliser l'internation, elles ont engagé le monde dans un série de guerres absolument stupides puisqu'il n'y a en elles aucun idéal, aucun élément progressif, qu'elles ne visent qu'à un partage de dépouilles, au partage des «marchés » et des prolétariats. Vous venez de voir la première de ces guerres. Il est clair qu'elle ne pourra pas se répéter bien souvent sans nous envoyer habiter les cavernes.

Et la différence entre les deux époques n'est pas que la bourgeoisie aurait plus de chances que n'en eut Rome d'éviter de conduire le monde à la décadence.

Non, la seule différence est que, sous la bourgeoisie, la mort de la civilisation est *rapide*, alors que sous Rome elle fut lente. Rome avait pour elle l'*unité*. Nos bourgeoisies sont divisées comme on n'a pas idée. Et si la civilisation est morte, il y a quinze siècles, malgré l'atout formidable de

l'unité, comment ne mourra-t-elle pas plus vite dans la plus terrible des divisions guerrières ? (Sans parler de l'infinie supériorité des *moyens* de destruction d'aujourd'hui).

Pour mesurer la décadence, portez vos regards à trente ans en arrière seulement. 1904 : échanges faciles entre les nations, on parcourt le monde avec une carte de visite, peu ou pas de chômage, les forces de paix paraissent devoir refouler de plus en plus les velléités de guerre, la démocratie ébranle les empires, la liberté individuelle semble devoir aller croissant ; 1934 : économies fermées, passeports, émigration quasi-impossible, dizaine de millions de sans-travail, la guerre très proche, des dictatures presque partout, la liberté de l'homme de plus en plus bafouée.

Quant à l'actualité du deuxième danger, elle n'est guère moins évidente. Comme il y a dix siècles, la plus égalitaire des révolutions peut fort bien aujourd'hui, si l'on n'y prend garde, être génératrice d'inégalité (16). Voyez en Russie : soutenus par nos espoirs et notre sympathie, ils ont aboli les vieux liens de dépendance entre les personnes. Et sur la table rase de l'égalité, ils se sont mis à édifier ...ce qui se caractérise de plus en plus comme *un servage nouveau.*

Aussitôt l'égalité proclamée, l'élément économique a pris chez eux le pas sur toute autre considération. Et de même qu'au siècle où la terre constituait la seule base de production, l'homme « libéré » fut attaché à la terre, les Russes l'attacheront aujourd'hui à la terre d'une part, à l'usine d'autre part.

L'ouvrier russe rêvait de « conquérir l'usine ». C'est l'usine qui l'a conquis. Comme l'homme du IXe siècle se trouva lié par la terre qu'il croyait prendre.

D'autre part, de même que les *fonctionnaires* francs se constituent en classe, deviennent une noblesse, de même, dès maintenant, les gens de l' « appareil » russe ne sont plus des camarades, mais des *responsables.* Le « compagnon » (comitem) antique est devenu le « comte ». Que deviendront les « camarades » qui sont à la tête des domaines ruraux dits sovkhoses et kolkhoses ?... Dès maintenant, en Russie, l'appareil d'Etat est si considérable qu'il constitue une *classe* qui vit de la plus-value produite par ceux qui sont attachés aux entreprises, par les travailleurs effectifs.

Y a-t-il dans cette apparition d'antithèses tragiques une nécessité inéluctable ?

Marx disait « *non* », en vertu de cette idée messianique qu'il était le centre du temps et que ce qui avait été vrai, des origines à 1847, allait cesser d'être vrai.

A vrai dire, on peut aussi bien répondre par *oui* que par *non.*

Et le choix n'est pas question de raison, mais de tempérament ou de sensibilité.

La réponse affirmative est logique et décourageante.

La réponse négative est illogique, optimiste et génératrice d'action.

Si j'étais un officier d'état-major, je la proclamerais vérité indubitable et sacrée, tandis que les philosophes me lècheraient les pieds en déclarant, avec raison d'ailleurs, que la vie se moque de ce qui est logique.

J. PÉRA.

Parmi nos lettres

A propos de l'affaire Serge

Nos lecteurs se souviennent que nous avons publié, le 25 novembre dernier, une lettre du camarade Godonnèche relative à un article paru ici même le 10 octobre où, à propos de l'affaire Victor Serge, le camarade Jacques Mesnil répondait à Losovsky et évoquait les débats du premier congrès de l'I.S.R. tenu en 1921.

En publiant cette lettre, qui visait un point de fait, et en donnant notre appréciation sur une question de méthode, nous n'avions aucune pensée désobligeante à l'égard de Jacques Mesnil.

Celui-ci nous a écrit une longue lettre où il nous dit entre autres qu'il maintient intégralement ce qu'il a publié dans nos colonnes, le 10 octobre dernier, à ce sujet.

Godonnèche n'ayant, d'autre part, rien à changer non plus au contenu de sa lettre, nous croyons inutile de poursuivre dans nos colonnes une polémique qui serait sans issue et ne pourrait, selon nous, que desservir la cause de Victor Serge elle-même.

Cette cause mérite mieux, à notre sens, que le réveil des querelles de 1921. Si nous considérons cet incident comme clos, c'est en formulant le souhait que tous poursuivent d'un même cœur la campagne pour la libération de Victor Serge et pour la liberté d'opinion révolutionnaire en Russie soviétique.

Que répondra Jean-Richard Bloch ?

Un camarade m'envoie, en même temps qu'une coupure de *Monde*, le billet suivant :

Tu demandes ce que Jean-Richard Bloch pense de la liberté de l'écrivain en général et de l'exil de Victor Serge en particulier. Voici la réponse (dans Monde *du 6 décembre). Il pense :*

1° Que tu es un contre-révolutionnaire d'extrême-gauche. (Est-ce qu'en 24 tu n'étais pas contre-révolutionnaire de droite ? Girouette, va, dans ta contre-révolution !) ;

2° Qu'il y a « le génie de Lénine » et « le génie de Staline » ;

3° Que les Russes sont des sauvages ;

4° Que quand la « base » épure l'appareil, sur l'ordre de l'appareil, c'est le comble de la démocratie ;

5° Que le cantonnier est l'égal du général qui file en auto (au fou !) sous prétexte que le général n'a pas acheté cette auto ;

6° Que Victor Serge, quéquéquça ?... Et d'abord de quoi se plaint-il, puisque comme tous les citoyens, hommes et femmes, de l'Union, il est, ainsi que sa famille, « libre et gai, prospère et vigoureux ».

L'article de J.-R. Bloch peut en effet constituer une réponse. Mais une réponse indirecte. J'attends une réponse directe. Bloch ne nous la refusera pas maintenant qu'il est rentré de Russie. — P. M.

Le Plan

D'une lettre d'un abonné de la première heure, cet avis sur le Plan de la C.G.T. :

Si la C.G.T. pense que son Plan jouera le rôle d'un mythe sorélien, elle se trompe lourdement. En vérité, la plupart des ouvriers s'en moquent. Quant aux apôtres qu'on envoie en province pour nous vanter les beautés du Plan, c'est parfois amusant. Ici, nous avons eu une séance d'information avec Sourbet des Services publics. Ce fut d'une stupidité sans pareille, le conférencier ne comprenant visiblement rien à ce qu'il racontait, et se retranchant à tout propos derrière la compétence des auteurs du Plan. Ce trust des cerveaux inconnus jouit d'un grand prestige auprès de camarades permanents, qui feraient bien mieux de regarder les choses avec leur jugeotte sans s'embarquer dans des considérations pédantesques.

Ce mélange de communisme et de réformisme s'explique par la personne de Laurat. Et que dire de ceux qui abritent dans leur cœur innombrable le même amour pour le Plan de la C.G.T. et celui du 9 juillet ? Nous vivons une époque singulière.

Un autre ancien abonné nous écrit qu'il pense beaucoup de bien de l'article consacré au « Plan syndicaliste » mais ajoute : « Pourquoi vient-il si tard ? » Eh oui ! cher

camarade, nous aurions dû parler plus tôt. Mais nous n'en avons pas eu le moyen, nous n'avons jamais le temps de faire ce qu'il faudrait faire, et au moment où il faudrait le faire. Mais enfin, même tardivement, nous avons donné notre opinion, alors que d'autres camarades, nous en connaissons dans le Parti socialiste, n'osent pas donner la leur, craignant sans doute les foudres confédérales. Notre correspondant ajoute ces remarques :

Je trouve dans le compte-rendu de l'Union départementale de la Loire (Claveyrolas) deux formules frappantes, mais dont le développement ferait apparaître des désaccords profonds, même parmi nous :

1° *La caractéristique essentielle de ce régime économique (le capitalisme), est que la production y est basée sur la recherche exclusive du profit le plus élevé possible.* Cette recherche conduit à une extension continuelle de la production par la loi de l'accumulation capitaliste. Cela ne fonctionne pas éternellement ; périodiquement, l'extension de l'accumulation est entravée, ce qui constitue les crises.

C'est mon avis, mais est-ce bien l'avis de Louzon, par exemple ?

2° *Comment entraîner à la bataille sur le « plan » d'une impossible réorganisation économique ? Impossible, puisqu'elle ne tient pas compte des* impérieuses nécessités du capitalisme.

C'est encore mon avis, mais quelles sont ces impérieuses nécessités du capitalisme ? *Il faudrait le dire.*

Le mouvement des chauffeurs de taxi parisiens

Après l'article du camarade Gavard sur la limitation des heures de travail dans le Taxi parisien (voir *R. P.* du 25 décembre) le camarade Chavagneux, chauffeur de taxi également, nous a écrit :

Gavard dit que dans les réunions de garage organisées par le syndicat unitaire, « alors qu'il s'agissait de convaincre les chauffeurs de l'utilité et des possibilités d'application de la limitation, de réduire les arguments des adversaires, on s'attachait à conquérir à son point de vue — la limitation pour les petits propriétaires — les conducteurs des Compagnies tout disposés à l'admettre. »

Or, j'ai assisté à ces réunions, et j'y ai toujours entendu un large exposé d'éducation sociale à propos de cette réforme et les réfutations qui s'imposaient aux arguments des adversaires. Lorsqu'il était question des petits propriétaires, c'était seulement pour justifier la nécessité de la limitation à ceux-ci.

A la fin de l'article de Gavard, on pourrait croire également que ce sont les démarches du syndicat confédéré près des Pouvoirs publics qui ont poussé le patronat du taxi à capituler.

A cela, je tiens à dire que, si le syndicat unitaire a commis des fautes (qui est-ce qui n'en commet pas ?) au cours de ce mouvement, il a le mérite d'avoir en supplément des démarches qu'il a aussi faites près des Pouvoirs publics, organisé les meetings à la Bourse du Travail, créé une agitation nécessaire qui fut efficace spontanément en maints endroits (garage Mocrette, Modern taxis, etc...) et qui contribua largement à pousser les Pouvoirs publics d'imposer l'application de la limitation des heures de travail au patronat du taxi.

Qualité et quantité de travail

Après la discussion ouverte à ce sujet dans le *Parmi nos lettres* du 10 novembre, le camarade Fauré nous avait adressé la lettre suivante, que nous nous excusons de ne reproduire qu'aujourd'hui :

Je profite de cette lettre pour vous adresser quelques commentaires aux deux derniers articles de notre camarade Louzon sur la qualité *et la* quantité *de travail. Même si je cours le risque de paraître terriblement soumis à « l'influence idéologique » bourgeoise, j'avoue ne pas être entièrement de l'avis de Louzon. Je crois qu'au fond il y a là une confusion sur les termes.*

La qualité *du travail se retrouve évidemment dans chaque métier. Il y a de bons et de mauvais maçons comme il y a de grands et de petits écrivains, des artistes de valeur et d'autres qui n'en ont aucune. (Bien entendu, il s'agit ici de leur valeur effective et non pas de leur valeur officielle ou marchande). Que ceci puisse être assimilé au* rendement *différent de la machine humaine, je le veux bien.*

Mais il y a aussi physiologiquement *des travaux de nature (je ne dis pas de qualité) différente. La dépense musculaire et la dépense nerveuse ne sont pas de même nature. Le travailleur manuel qui fait un effort sue et* perd du poids. *Il est assez rare que le travail intellectuel fasse suer, et* il ne se traduit jamais par une perte de poids : *il se traduit simplement par un mal à la tête dû à l'afflux de sang au cerveau. Il est certain qu'un violent effort intellectuel produit une lassitude physique mais cette lassitude est due à la dépression nerveuse. Et la reconstitution d'un organisme débilité par du surmenage intellectuel ne se fait pas de la même façon que celle d'un organisme débilité par un surmenage physique.*

Ceci étant dit — et les expériences faites (en particulier dans des laboratoires américains) ayant montré la différence de nature *de certains travaux, je suis tout à fait d'accord avec vous pour protester contre une* hiérarchie *possible des travaux. Qu'il soit nerveux ou musculaire, tout travail a la même noblesse et doit procurer à chacun une vie digne et agréable.*

Tout à fait d'accord avec Fauré sur ce point qu'il y a au moins deux natures de travail différentes : travail musculaire et travail nerveux ou cérébral (1).

Mais deux remarques :

1. — Lorsque l'homme fait un travail quelconque, ces deux sortes d'énergies, la musculaire et la nerveuse, se trouvent toujours toutes deux simultanément employées. Les proportions dans lesquelles elles sont mêlées seules diffèrent. Chez un terrassier chargeant un tombereau, c'est évidemment l'énergie musculaire qui domine ; faut-il encore cependant que le terrassier dirige convenablement son jet de pelle, ce qui met en jeu l'énergie nerveuse. D'une façon générale, tout ce qui dans un métier quelconque est dénommé « habileté », attention, etc... relève de notre système nerveux et non de nos muscles ; or, quel est le métier où il n'est besoin ni d'habileté, ni d'attention ? A l'autre pôle, le savant qui recherche la solution d'un problème fait surtout une dépense d'énergie nerveuse, mais il semble bien, malgré que ce soit moins apparent, qu'il dépense aussi de l'énergie musculaire. Une remarque du chimiste allemand Ostwald, dans ses biographies de savants, est intéressante à cet égard : il note qu'arrivés à un certain âge, les grands savants (c'était notamment le cas de Liebig) sont obligés de s'asseoir lorsqu'il leur faut réfléchir pour répondre à une question qui leur est posée par un de leurs élèves. S'il leur faut éviter toute autre fatigue à leurs muscles pour faire travailler leur cerveau, c'est donc que ceux-là ne sont pas complètement passifs dans le travail de celui-ci.

Entre ces deux cas extrêmes, le chargeur de tombereau et le physicien, tous les intermédiaires. Il n'y a pas de travaux purement musculaires et de travaux purement cérébraux ; dans tout travail il y a et du travail musculaire et du travail cérébral.

2. — Il n'en reste pas moins que l'énergie musculaire et l'énergie nerveuse sont de « nature » différente, mais cela ne les empêche point d'être réductibles l'une à l'autre, d'être mesurables avec la même unité, tout comme le sont l'énergie calorifique, l'énergie mécanique, l'énergie électrique, etc..., qui sont cependant elles aussi de nature différente. Par suite, les biens, produits de l'énergie humaine, peuvent être répartis entre les hommes selon la quantité de travail que chacun d'eux aura fourni, sans avoir à distinguer si cette quantité de travail est de « nature » musculaire ou nerveuse. — R. L.

Le travail est un crime

Cette histoire, authentique et récente, nous est contée par le plus voyageur de nos amis :

Un petit ménage d'artistes d'origine belge vivait à Paris ; père, mère, une fillette — dans la débine, comme tous les artistes en ce moment-ci. Inanition lente à peine

---

(1) Dans ma réponse à Derne (*R. P.* du 10 nov.) un membre de phrase a pu faire croire que je pensais le contraire. En disant que le travail cérébral était « une énergie de même nature que le travail manuel », j'entendais seulement dire que l'énergie dépensée dans le travail intellectuel tout comme celle du travail manuel, n'était pas d'une nature différente de celle de toutes les autres énergies, de l'énergie en général. Travail cérébral et travail manuel sont deux formes différentes d'énergie, comme le sont la chaleur et l'électricité, mais il s'agit toujours d'une même énergie. Pour s'exprimer tout à fait correctement il faut dire qu'il n'y a qu'une nature d'énergie, mais que celle-ci revêt des formes de nature différente.

palliée à intervalles par des visites au Mont-de-Piété... Un beau jour, victoire, ils dégottent du travail, une petite représentation de librairie en province. Ils s'y mettent courageusement tous deux et reviennent d'une première tournée avec un peu d'argent et riches de l'espoir d'avoir sorti la gosse de l'odieuse misère. Las ! Ils ne sont pas arrivés à la porte de leur humble logis qu'un flic leur signifie de quitter la France dans les huit jours. Motif : ILS TRAVAILLAIENT ! *L'autorité, qui les avait si bien laissé crever de faim, à laquelle ils n'avaient pas demandé un centime de chômage, leur bondissait dessus pour leur enlever de la bouche le pain enfin trouvé !*

*...Jusqu'ici, quand un étranger se mettait à travailler, on l'appelait au commissariat où on lui extorquait une somme plus ou moins importante pour régulariser sa « carte ». En 1934, pas d'explications, c'est l'*expulsion.

L'expulsion que la République à ses débuts réservait aux activités infamantes des indésirables, puis qu'elle appliqua systématiquement, aux activités politiques, frappe maintenant le seul fait de travailler !

Ce trait cruel est caractéristique de notre époque de terrible décadence.

L'incident Valois-fonctionnaires

Une remarque de Marcel Hasfeld sur l'incident soulevé au dernier Congrès de la Fédération des fonctionnaires, en décembre dernier, à propos de l'activité de Georges Valois et ses amis de *Nouvel Age* :

On peut penser, comme l'a dit Charles Laurent au Congrès des fonctionnaires (Peuple *du 15 décembre*), *qu'un homme qui est passé de l'extrême-gauche à l'extrême-droite et de l'extrême-droite à l'extrême-gauche en passant par les « chemises bleues » devrait être complètement disqualifié, mais alors que penser de secrétaires d'organisation syndicale — et ce sont ceux qui portent le jugement — qui participèrent aux dîners de la «Table Ronde » convoqués par l'homme « disqualifié » ? Ils auraient pu s'en expliquer, mettre au point ce que leur présence aux côtés des « Néos » puis leur éclipse aux uns et aux autres lorsqu'ils virent Valois non seulement leur échapper, mais les attaquer, avait de fortuit ou de concerté.*

Le fait qui explique leur attitude c'est que Nouvel Age *met fortement en cause les militants syndicaux qui ne veulent avoir rien de commun avec les Partis lorsqu'ils sont prolétariens, mais qui trouvent normal de flirter avec des groupes préoccupés « d'intérêt général », pour ne pas dire plus, qui prévoient la suppression du droit de grève, simplement.*

Paysans et instituteurs

A propos de la propagande à faire parmi les paysans, un abonné instituteur nous fait part d'une opinion différente de celle généralement admise :

Voilà bientôt dix ans que je suis instituteur de village, j'ai assez souvent changé de poste et je peux vous affirmer que le paysan, en général, se méfie de tout le monde, à des degrés divers, c'est vrai, mais à commencer par l'instituteur qui est, en principe, laïque, et, par surcroît, fonctionnaire « grassement » payé, autrement dit « budgétivore » intégral.

L'instituteur peut toujours faire de la propagande, j'ai la quasi certitude — car j'en ai fait l'expérience — qu'elle ne produira aucun des effets qu'il en attend.

N'oublions pas l'action des hobereaux tout puissants, aidés des curés ; action qui se fait d'autant plus mordante, intolérante, voire calomniatrice que ces privilégiés se sentent plus en danger.

Et ce sont eux qui seront toujours les plus écoutés car ils sont du milieu agricole et semblent — et prétendent — avoir les mêmes intérêts que le malheureux propriétaire d'un mauvais lopin de terre.

Trop de facteurs : mode de vie, idées et, à première vue — et le paysan s'en tient presque toujours à cela — intérêts, opposent trop profondément instituteurs et paysans pour que ceux-ci puissent être réellement influencés par ceux-là.

Il y a parfois « entente » quand les facteurs d'opposition se rapprochent, s'atténuent. Je crois que c'est à peu près tout ce qui peut y avoir entre eux. Je ne crois pas à la confiance mutuelle.

On m'accusera peut-être d'avoir une vue bien étroite de la réalité, mais j'ai la conviction qu'on ne pourra, d'ici bien longtemps, compter sur le monde paysan pour travailler au renversement du régime.

La renaissance du syndicalisme

" A quelle heure la soupe ? "

On sait que la principale vertu du plan dit de la C.G.T. est que, seul, il peut mettre fin à la crise, comme, seul, il permet de lutter efficacement contre le fascisme !

C'est du moins ce que répète chaque matin l'éditorialiste du Peuple.

C'est aussi un plan d'action immédiate. Si vous le repoussez il vous faut alors opter pour l'insurrection. Or, l'insurrection n'est pas pour demain, et les chômeurs, qui ont faim, pourraient demander : « A quelle heure la soupe ? »

A quelle heure la soupe ? Ne croyez-vous pas que l'on pourrait aussi bien retourner la question aux auteurs du plan ? Car enfin, tout plan d'action immédiate qu'il est, on ne nous dit pas comment, ni quand on l'appliquera !

Et les quelques explications que l'on consent à nous donner là-dessus ne sont guère rassurantes. Car voici ce que le chômeur qui a faim a pu lire dans le Peuple *du 1er janvier :*

« Comment le Plan se réalisera-t-il ? Il est encore trop tôt pour qu'on puisse honnêtement répondre à cette question. Ce que nous savons parfaitement, c'est que nous ne devons fonder aucune espérance sur la Chambre actuelle, non plus que sur les gouvernements qu'elle nous donnera. Ce que nous savons encore, c'est qu'en l'état *actuel* de l'opinion, le Plan n'est pas réalisable. »

Vous avez bien lui : ce n'est pas la C.G.T. qui réalisera son plan ; c'est la Chambre des députés! Et on ne peut fonder aucun espoir sur la Chambre actuelle ! C'est-à-dire que le chômeur, grâce au plan d'action « immédiate » de la C.G.T., devra attendre encore au moins dix-huit mois pour manger à sa faim.

Au moins dix-huit mois, car on ne nous dit pas comment nous pouvons espérer, ou plutôt comment la C.G.T. entend travailler pour que nous ayons en 1936 un parlement favorable au plan. Va-t-elle fonder le parti « planiste » et se lancer à la conquête du parlement, ou bien va-t-elle appuyer les candidats de tous les partis qui se déclareront favorables au plan ? Je ne sais. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle ne peut plus se désintéresser des élections, du moment que la réalisation du plan en dépend.

Sans quoi, les chômeurs qui ont faim seraient peut-être en droit de lui demander : « A quelle heure la soupe ? »

Il est vrai que, même avec le parlement rêvé, les chômeurs ne tiendraient encore pas leur soupe, parce qu'il suffirait à nouveau d'un petit « 6 février » pour obliger le parlement à « tourner casaque » et à laisser tomber le plan et les planistes comme il laissa déjà tomber maintes fois ses promesses électorales.

A ce moment, on comprendra peut-être que rien ne peut nous dispenser de nous battre contre le fascisme. Mais il sera sans doute trop tard !

F. CHARBIT.

Le succès du Précis de Horrabin ne se dément pas.

Nos deux premiers tirages sont épuisés; un troisième sort.

Petit Carnet

Berl et Mussolini

M. Emmanuel Berl, le directeur de *Marianne*, était au nombre des journalistes qui firent dans les fourgons de Laval le voyage d'Italie.

Il est revenu plein d'admiration pour Mussolini.

N'en seront surpris que ceux qui ne connaissent que ses articles dans *Monde* au temps où le parti communiste songeait à l'adjoindre à Barbusse.

Nous avons lu, nous, sa série d'articles sur la Révolution nationale dans *Marianne* après le 6 février. Nous savions depuis lors qu'il n'était qu'un fasciste honteux.

Mais nous l'avertissons que son zèle l'entraîne trop loin. Il a tort de répéter certaines bêtises.

« *Mussolini*, écrit-il, *est resté un syndicaliste, proudhonien, sorélien.* »

Mussolini n'a pas pu rester syndicaliste. Il ne l'a jamais été. C'était une sorte de socialiste insurrectionnel, dans le genre de Gustave Hervé.

De temps à autre il se revendique de Sorel. C'est exact. Qu'y a-t-il pourtant de commun entre la violence ouvrière telle que la comprenait Sorel et la violence fasciste incendiant les Bourses du travail italiennes et traitant les militants ouvriers à l'huile de ricin ?

A propos du plébiscite sarrois

Au mois de novembre dernier le bureau de la Fédération syndicale internationale lança un appel aux travailleurs sarrois les invitant à voter en faveur du statu quo.

Désapprouvant cet appel, Liochon, le secrétaire de la Fédération du Livre, adressa au *Peuple*, un article dont l'insertion fut refusée, contre l'immixtion de l'organisation syndicale dans une question aussi grave que délicate, qui n'est pas de sa compétence.

Le comité fédéral du Livre s'associa à la protestation de son secrétaire :

« *La décision du bureau de la F.S.I. lui semble inopportune dans un domaine qui sera peut-être la source de graves conflits internationaux ; il regrette de sentir dans cette décision l'influence de la social-démocratie et déclare ne pas comprendre l'utilité, pour le mouvement syndical international, d'une confusion permanente de son action avec celle d'un parti politique.* »

Quel que soit notre plaisir de voir la Fédération du Livre s'élever contre la « confusion permanente » de l'Internationale syndicale et de l'Internationale socialiste, nous devons dire qu'une question comme celle de la Sarre était parfaitement de la compétence de la F.S.I. Son intervention nous paraît donc légitime, même si les résultats du plébiscite permettent aujourd'hui de penser qu'elle ne correspondait pas au désir des travailleurs sarrois.

Ce que nous ne comprenons pas, c'est que la F.S.I. s'en soit tenue à son manifeste. Ou l'on n'intervient pas, ou l'on intervient carrément et alors on ne s'en tient pas à une déclaration. Déjà, à propos de boycott, la F.S.I. avait pris une décision le préconisant, mais rien n'a été fait pour appliquer cette décision et organiser le boycott.

Une grande organisation vaut non par ses manifestes, mais par son activité pratique.

Unité avec Staline

C'est le titre d'un article de Zyromski dans le *Populaire*. Un titre assez inattendu. On ne voit pas sans quelque étonnement le militant socialiste de la Seine tremper son doigt dans une sauce de Staline et dire, tout réjoui : « Mais c'est bon, ça ! »

Faites attention, Zyromski.

Lénine, qui connaissait mieux Staline que vous et moi, a dit, dans son testament, qu'à aucun prix il ne fallait le laisser à la tête du secrétariat du parti communiste russe. Ce gaillard-là, disait-il, ferait une cuisine trop épicée.

Staline fait tantôt une cuisine très épicée et tantôt douceâtre.

Mais, dites-moi, Zyromski, vous n'avez pas senti dans ce douceâtre une odeur fade de sang ?

Cadres ankylosés

Faisant le tour des forces capables de s'opposer au fascisme en France, dans la *Flèche* de Lyon du 5 janvier, Emery s'arrête avec quelque amertume devant le mouvement syndical :

« *Le syndicalisme ? Après les grands espoirs d'unité ouvrière, nous sommes revenus à une inextricable confusion. Les cadres, ankylosés, résistent à la fusion. Il n'est pas exclu que l'unité nouvelle suppose une phase intermédiaire de dislocation des centrales, de rupture avec des internationales, au reste plus néfastes qu'utiles. Mais que demander au syndicalisme pendant ces mois de transformation, avant qu'il ait retrouvé son assiette, sa force, sa pensée ?* »

En peu de lignes beaucoup d'idées. Certaines discutables.

Les cadres ankylosés ? Bien sûr.

Mais la masse des syndiqués, mais les militants sans galons ont-ils fait ce qu'ils pouvaient ?

Le jour où ils voudront vraiment l'unité et qu'ils sortiront de leur apathie présente, les cadres auront vite fait de céder ou de... craquer.

Pourquoi viser si bas ?

Dans sa réponse, l'autre quinzaine, Guigui signalait un certain nombre de choses que l'Union des Syndicats de la région parisienne pourrait faire pour cesser d'être un simple bureau de distribution de timbres confédéraux.

Parmi les moyens envisagés, il voyait un bon hebdomadaire à grand tirage.

Pourquoi l'Union n'envisagerait-elle pas plutôt de raviver le quotidien confédéral ?

Le *Peuple*, objectera-t-on, a une tâche nationale. Mais celle-ci n'est pas inconciliable avec une tâche régionale. Tout quotidien est plus ou moins régional. Le *Peuple* ne peut espérer trouver une base un peu large de lecteurs que dans la région parisienne.

Il n'a pas cette base. Il n'est pas lu. Sur les 150.000 adhérents de l'Union, combien le lisent ? Pas un sur trente.

Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas lisible, suivant la vieille expression que Pelloutier appliquait déjà de son temps à la presse syndicale.

Est-il possible à l'Union de rendre le *Peuple* lisible, c'est-à-dire intéressant pour les syndiqués, pour les ouvriers parisiens ?

C'est tout le problème.

Félicitations

L'Union des Syndicats de la région parisienne vient de procéder au renouvellement de sa Commission administrative. Paraît qu'à la proclamation des résultats, l'enthousiasme régnait parmi ses dirigeants.

Pourquoi, grands dieux ?

Parce que deux camarades restaient sur le carreau : Delsol et Jayat.

Dans la coulisse, Guiraud, le secrétaire de l'Union, avait passé le mot d'ordre de biffer ces deux noms. Le mot d'ordre avait été suivi.

Delsol et Jayat ont ramassé la bûche cette année.

A qui le tour, l'an prochain ?

En tout cas, nous adressons aux deux vaincus toutes nos félicitations.

C. S. R. ou A. B. S.

On répète beaucoup qu'il ne faut pas retomber dans le danger des C.S.R. De bons camarades même se prennent à le dire.

Pourquoi Belin ne le répéterait-il pas à son tour ?

« *Le jeu des fractions, sous l'espèce des C.S.R.*, écrit-il dans le « Peuple » du 20 janvier, *a donné comme premier résultat la scission de 1921.* »

La vérité est un peu différente.

D'abord, il n'y a pas grand'chose de commun, ni dans la forme ni dans l'esprit, entre les C.S.R. et les fractions.

Ensuite, si une part de responsabilité dans la scission, une petite part, revient peut-être aux C.S.R. la grande

part ne revient-elle pas, en toute certitude, à l'A.B.S. ?

— L'A.B.S...., qu'est-ce que c'est que ça ?

— Comment, vous ne savez pas ? Voyons, l'Amicale des Bénéficiaires de Sursis d'appel de la dernière guerre.

Belin sait fort bien, lui, que c'est cette Amicale qui le soutient aujourd'hui dans ses projets d'intégration à la Boncour comme elle soutint en fin 1914 les commissaires à la nation chargés de remonter le moral de l'arrière.

Un milieu où l'on respire

Les dirigeants de la C.G.T. viennent de publier une brochure sur l'unité syndicale. Cette brochure n'apporte rien que nous ne sachions déjà.

Mais puisqu'elle invoque le témoignage d'un ancien minoritaire de la C.G.T.U., qui, au Congrès confédéral de 1933, a déclaré à peu près ceci : « *Dans la C.G.T., on respire* », elle me fournit l'occasion de dire comment et pourquoi j'ai tenu ce propos. Car c'est de moi qu'il s'agit.

A la tribune du Congrès de la Mutualité, j'ai déclaré ceci :

«.. Je ne viens pas ici répondre à la sommation rien moins qu'amicale qui nous a été adressée à nous, les anciens membres de la C.G.T.U. depuis la tribune du Congrès confédéral unitaire.

« Nous n'avons pas de comptes à rendre au citoyen Racamond qui, comme le savent les anciens de la C.G.T.U., a troqué bien facilement ses conceptions syndicalistes contre le plat de lentilles bolcheviste.

« Mais, camarades, je vous dois une confession. Il nous fallait, dans cette maison, depuis plusieurs années déjà, nous battre, non pas en terrain découvert avec des armes loyales, il nous fallait nous battre avec le masque à gaz et le couteau de tranchée. Nous avons l'impression d'être sortis d'une véritable fosse aux ours, et, dans une fosse aux ours, on n'est jamais bien à son aise. J'ai cette sensation, maintenant que nous voici revenus dans la C.G.T. — je dis « revenus » parce que nous y étions avant la scission — depuis ce matin, qu'ici nous sommes dans un milieu où l'on respire. »

Cet état d'esprit, tous ceux qui ont vécu l'extraordinaire, l'invraisemblable Congrès tenu en 1931 à Magic-City par la C.G.T.U., le partageaient. Il s'y confirma avec éclat que l'atmosphère de la C.G.T.U. était devenue absolument irrespirable pour tous ceux qui n'étaient point soumis au parti communiste. De Bordeaux en 1927 à Magic-City en 1931, nous avions mis beaucoup de bonne volonté à demeurer coûte que coûte dans une maison qui était nôtre, que nous avions contribué à mettre debout. Cependant, nous avons dû en sortir, il nous a fallu sauter le pas.

Oserait-on nous reprocher d'avoir éprouvé, en la quittant, comme un sentiment de délivrance ? Et d'avoir dit qu'à la C.G.T. nous avions trouvé, à notre rentrée, une atmosphère bien différente ? Ceux qui seraient tentés de nous faire ce reproche sont priés de se reporter au compte-rendu sténographique du Congrès de Magic-City et aux journaux communistes de 1931.

Cela, nous devions le dire. Aujourd'hui encore, il serait très nécessaire de rappeler à tous ceux qui se laissent prendre aux manières papelardes des dirigeants communistes, ce que fut la vie des minoritaires dans la C.G.T.U. Qui ne l'a pas vécue ne peut se l'imaginer.

Tout ceci nous empêche-t-il de conserver notre franc-parler à l'égard des dirigeants de la C.G.T. et de leur orientation ? Chassés par les communistes de la C.G.T.U., nous sommes-nous pour cela ralliés au réformisme et à ses méthodes ? Nullement. C'est tellement vrai qu'en 1933, je poursuivis mon discours en donnant nos raisons *contre* le rapport moral et en réclamant un *coup de barre à gauche* de la C.G.T.

Ce que la brochure de la C.G.T. sur l'unité syndicale ne dit pas, et qu'il faut rappeler, c'est que ce langage, dans la bouche des anciens militants minoritaires de la C.G.T.U. leur valut, à ce même Congrès de la Mutualité, d'être vertement tancés par Jouhaux. Voici les paroles prononcées par le secrétaire général de la C.G.T. dans sa réponse sur le rapport moral :

« J'ai donc réentendu ces critiques inchangées qui, pendant un certain nombre d'années, ont été dressées contre la C.G.T. dans l'espérance de la faire choir. Elle n'a pas chu ; elle est restée debout, notre vieille maison, pour vous abriter le jour où il vous plairait d'y revenir. Mais, dès le jour où vous y êtes rentrés, avant même d'avoir vécu la vie confédérale, vous gravissez les degrés de cette tribune pour venir critiquer une action à laquelle vous n'avez pas participé. »

Ce langage de Jouhaux n'avait rien d'un accueil fraternel, il n'exprimait pas le désir de faire régner dans la C.G.T. la vraie démocratie ouvrière. Il fut d'ailleurs tout aussitôt utilisé par les dirigeants communistes, dans une brochure à gros tirage, pour enrayer le mouvement de rentrée dans la C.G.T.

Mais Jouhaux n'avait pas plutôt prononcé ces paroles qu'une grande partie des délégués des syndicats se levèrent comme autant de diables sortant de leur boîte et le houspillèrent à qui mieux mieux. Pudiquement, le compte rendu sténographique indique : « *Très bien ! Applaudissements et brouhaha* ». En fait, pendant cinq bonnes minutes, le « général » en eut le sifflet coupé. Le ton baissa, et la suite du discours fut morne.

Durant cette manifestation spontanée, je me disais que oui, vraiment, l'atmosphère était bien différente à la fois de celle qu'on respirait jusque là dans la C.G.T. et de celle des Congrès de la C.G.T.U. Jouhaux, ce n'est pas toute la C.G.T., et, oserai-je écrire, tant pis si je me fais engueuler, *c'est de moins en moins la C.G.T.* Voilà la sensation que nous eûmes tous au Palais de la Mutualité.

Et voilà pourquoi nous ne nous effrayons pas trop de la sorte d'Ordre moral qu'on essaie maintenant d'acclimater dans nos milieux syndicaux avec le Plan. On s'efforce de diviser, dans la C.G.T., dans les Fédérations, dans les Unions, dans les Syndicats même, les militants en deux catégories, ceux qui sont *pour* et ceux qui sont *contre* le Plan, et on essaie de faire passer ces derniers pour des pestiférés. On veut faire du Plan non seulement une machine à diviser les ouvriers, mais un critérium servant à éliminer de la besogne syndicale quotidienne les militants réfractaires à la nouvelle expression du réformisme. Pour être « bien vu » dans la C.G.T., il faut être pour le Plan.

Qu'un secrétaire de l'Union des Syndicats de la région parisienne ait déclaré qu'il donnerait sa démission si nos amis Delsol et Jayat, admirateurs assez tièdes du Plan, étaient élus à la Commission administrative de ladite Union, voilà qui en dit long sur cet état d'esprit.

Mais quand nous voyons les vieux militants confédérés des cheminots du P.-O., du P.L.M., de l'Est faire l'unité malgré leur Fédération, contre les sentiments de leurs amis d'hier, quand nous les voyons enfreindre allègrement les veto confédéraux, risquer avec le sourire l'excommunication majeure, nous nous répétons que nous sommes, en effet, dans un milieu où l'on respire.

Il est néanmoins vrai, et si nous l'avions oublié les dirigeants de la C.G.T. nous l'auraient rappelé, peut-être pas très opportunément, que l'on respire moins facilement sur les sommets que dans la plaine.

M. CHAMBELLAND.

A propos du krack Citroën

Une rectification de la fédération socialiste de la Seine

Nous avions rapporté dans notre dernier numéro la déclaration de Guiraud au dernier Comité général de l'Union des Syndicats concernant une offre de la Fédération socialiste de la Seine de constituer un Comité d'aide aux ouvriers de chez Citroën et l'accueil fait à cette déclaration par le Comité général, peu disposé à laisser une organisation politique empiéter dans le domaine de l'action syndicale.

A ce sujet, nous avons reçu une demande de rectification de la Fédération socialiste et une longue lettre de notre camarade Marceau Pivert.

Nous vous prions de bien vouloir indiquer — nous écrit la Fédération socialiste — *qu'il y a une erreur dans l'information qui vise à la fois l'Union des Syndicats de la Seine et la Fédération de la Seine du parti socialiste S.F.I.O. : la Fédération de la Seine n'a jamais proposé*

la formation de Comités d'aide mixtes, mais seulement un meeting en commun. Ce n'est donc que de cette dernière proposition qu'a pu parler notre ami Guiraud, secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés. — Le secrétaire fédéral : Emile FARINET.

Nous donnons acte à la Fédération socialiste de sa rectification, en maintenant toutefois que c'est bien d'un Comité d'aide qu'il fut question au Comité général de l'Union des Syndicats. Mais nous pensons que, Comité commun ou meeting commun, la différence n'est pas très sensible. Ce qui a ému les délégués syndicaux de l'Union, c'est l'initiative prise par une organisation de parti dans une question qui intéresse au premier chef les syndicats.

Une lettre de Marceau Pivert

Voici maintenant la lettre de Marceau Pivert :

Je suis obligé de protester contre la communication intitulée « Une gaffe de la Fédération socialiste ».

C'est sur ma proposition que la Fédération socialiste a demandé, le 26 décembre, une action commune à l'U.D. de la Seine, pour la réouverture partielle de Citroën le 3 janvier. Je ne pense pas que le secrétaire de la Fédération socialiste ait parlé d'autre chose que d'un grand meeting central où les solutions de la C.G.T. et du Parti (séquestre et contrôle ouvrier) auraient été exposés. Il y a donc eu malentendu ou déformation consciente de la proposition. Et c'est à mon avis faire un très mauvais travail que déformer la position de camarades de combat et susciter des oppositions artificielles entre eux. Si vous voulez bien, à la R. P., examiner le véritable « cas de conscience » qui se pose dans certaines situations comme celle où les travailleurs socialistes se sont trouvés (et se retrouveront) à propos du krach Citroën, vous serez plus bienveillants pour ce que vous appelez une gaffe, et ce qui n'est que le résultat de l'absence d'organisation combative et d'initiative. Nous ne souhaitons qu'une chose, nous, « socialistes et syndicalistes », c'est que notre organisation syndicale soit au combat pour diriger les luttes ouvrières sur le lieu du travail. Et quand un problème comme celui que pose, par son ampleur, le krach Citroën, intéresse toutes sortes de catégories de travailleurs, de petits artisans, de petits commerçants, nous ne pouvons pas nous abstenir d'appeler à l'organisation et à la lutte pour le pouvoir, les victimes de la crise du régime. C'est ce que nous avons fait, localement, en diffusant 10.000 tracts aux portes des ateliers. Que l'U.D. et les syndicats prennent une attitude résolument révolutionnaire, qu'ils parlent le langage qui nous paraît de toute urgence, le seul convenable pour entraîner à une action efficace, et, en tant que Parti, nous nous effaçons, nous mettons même à la disposition des organisations syndicales nos militants, nos groupes de protection, notre presse, notre appui entier, anonyme si on le désire... Mais s'il n'y a rien, si en période révolutionnaire, la résignation et la volonté d'illusion réformiste invétérée s'expriment par un laisser-aller indigne d'organisations de classe conscientes, alors nous ne pouvons nous taire : le problème du pouvoir est un problème POLITIQUE *; le plan de la C.G.T. est aussi un* ACTE POLITIQUE. *Nous ne nous arrêterons pas à cette distinction, à ces frontières artificielles à l'heure où nous sommes. Le geste de la Fédération socialiste (le vrai, pas celui que Guiraud a, d'après vous, exposé au Comité général) pose la question que vous n'éviterez pas des rapports entre* LE *Parti et* LE *Mouvement syndical.*

Nous ne pouvons prendre au sérieux les manifestations « d'autonomie » syndicale provenant de ceux qui pataugent dans le camp néo ou qui fréquentent Varenne ou Marquet. Mais avec vous, camarades de la R. P., une clarification loyale est nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat. Votre position ne peut pas être tellement différente de la nôtre. Nous ne sommes plus en 1904 mais en 1935, en face de responsabilités inéluctables. Il faut un prolétariat uni, syndicalement et politiquement, il faut un prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire décidé à briser l'Etat bourgeois et à prendre le pouvoir pour édifier une économie socialiste. Ce sont les syndicats qui, seuls, doivent organiser les rapports nouveaux de gestion et de production, par le jeu normal de leur démocratie intérieure. Mais tant que l'appareil politique de la bourgeoisie existe, dirige sa lutte de classe et utilise ses créations historiques comme les conseils élus à tous les degrés, un parti politique dirigeant la lutte politique du prolétariat est une nécessité. Et plus nécessaire encore est la collaboration circonstancielle cohérente entre les deux mouvements, syndical et politique.

Rien de commun entre cette position et celle du rôle dirigeant d'un Parti politique, que nous condamnons formellement. Le mieux serait un mouvement syndical capable, par sa masse et sa combativité, d'utiliser le mouvement politique, de le contrôler ou de l'influencer par le seul développement de sa lutte de classe autonome (ce qui n'empêcherait pas les collaborations circonstancielles), c'est pourquoi je suis, à la R. P., très souvent d'accord avec vous ; mais puisqu'une nouvelle étape se dessine, peut-être, pourriez-vous faire un effort de synchronisme avec les événements, et mieux préciser le rôle du Parti et le rôle du syndicat. En tout cas, LES OPPOSER *serait aussi grave, aussi* CRIMINEL *que de les laisser l'un et l'autre dans l'ornière réformiste.*

Marceau PIVERT.

La lettre de Marceau Pivert, comme on le voit, déborde bien vite du cadre d'un meeting ou d'un comité communs. C'est tout le problème des rapports entre partis et syndicats qu'il pose.

Contentons-nous d'enregistrer que ce que nous avons appelé une gaffe n'est que le résultat de l'absence d'initiative et d'action combative des syndicats. Il est évident qu'il ne suffit pas pour les syndicats de défendre jalousement leur autonomie, ils doivent d'abord remplir leur rôle qui est de diriger les luttes ouvrières, quittes à faire appel à tous les concours qu'ils jugeront nécessaires pour le succès de leur action. Mais c'est aux syndicats que doivent revenir l'initiative et la direction des luttes ouvrières.

Si la Fédération socialiste admet cette « primauté » de l'organisation syndicale — et Marceau Pivert ne semble pas loin de l'admettre — ceux qui « pataugent dans le camp néo » ou flirtent avec toutes sortes de « républicains » n'auront plus l'occasion de se poser en champions de l'indépendance syndicale en dressant les syndicats confédérés contre le parti socialiste, coupable à leurs yeux de faire un effort — si minime cependant — de redressement révolutionnaire.

C.G.T. et C.G.T.U. reprennent les pourparlers

A nouveau, la pression des syndiqués vient d'avoir raison de l'intransigeance des état-majors. Les votes de plusieurs fédérations confédérées, entre autres la fédération des Services publics, celle des Cheminots, la fédération des Fonctionnaires, le Syndicat national des instituteurs, la fédération postale, ont déterminé la Commission administrative de la C.G.T. à reprendre les pourparlers en vue de la réalisation syndicale avec la direction de la C.G.T.U.

Elle lui écrit donc pour l'informer qu'elle « *reste disposée à poursuivre tous pourparlers concernant l'unité organique sur les bases qui ont été définies.*

« *La Commission confédérale, qui ne peut être rendue responsable de la suspension des pourparlers, est toujours à la disposition de la délégation de la C.G.T.U. pour examiner la question de l'unité organique.* »

Ce texte n'est peut-être pas très engageant. « Sur les bases qui ont été définies », cela n'indique pas un esprit conciliateur, mais cela ne justifie pas non plus les commentaires hargneux de Frachon. Et celui-ci n'a aucune raison de se formaliser de la protestation contre la répression en Russie votée par la C.G.T. L'unité syndicale ne doit pas servir à obliger les syndiqués à se rendre complices d'actes qui, s'ils étaient le fait de n'importe quel autre gouvernement, trouveraient contre eux l'unanimité de la classe ouvrière.

Mais revenons à l'unité. Il ne faut pas que les deux directions confédérales se retrouvent sur leurs positions d'octobre. Elles doivent se faire chacune des concessions nouvelles. Sans quoi, la reprise des pourparlers ne serait qu'une indigne comédie.

A travers les livres

René GARMY : Histoire du mouvement syndical en France (De 1914 à nos jours). (Bureau d'Editions).

Un livre qui n'a pas de chance. Il est tombé tout à trac. Ecrit pour montrer qu'aucune conciliation ni synthèse n'est possible entre le réformisme de la C.G.T. et le révolutionnarisme de la C.G.T.U., en somme pour maçonner le fossé de la scission, voilà qu'il paraît en librairie en pleine campagne pour l'unité syndicale.

Il est vrai qu'il pourra toujours servir demain, si le parti communiste, comme il semble bien, n'a exécuté une fois de plus qu'une savante manœuvre sur le terrain syndical.

Rendra-t-il à ce moment-là les services qu'on attendait ? C'est douteux. Il est vraiment gâté par l'esprit de secte. Il ne constitue pas un tableau fidèle de ces vingt années : les amis ont toutes les vertus et les adversaires tous les torts ; les événements sont tous sur le même plan, les plus gros au même niveau que les plus petits. Sans parler de nombreuses erreurs de fait surprenantes pour une période aussi proche.

Dans ce IIe tome de son Histoire du mouvement syndical, Garmy étudie trois grands moments du mouvement : la trahison des dirigeants syndicaux pendant la guerre et l'opposition qu'elle suscita de 1914 à 1918 ; la lutte de la minorité de 1918 à la scission, fin 1921 ; enfin treize années de la C.G.T. et de la C.G.T.U., de 1922 à 1934.

Dans ses premiers chapitres, Garmy vise à démontrer deux choses : 1° que les syndicats n'ont pas moins fait faillite en 1914 que les partis politiques ; 2° que l'opposition de guerre en France a été sans grand mérite n'ayant pas mené la lutte pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile mais la lutte pour la paix.

N'en déplaise aux anarcho-syndicalistes, déclare Garmy, les syndicats ne sont pas plus que les partis à l'abri de l'influence bourgeoise puisque l'idéologie de la défense nationale pénétra aussi profondément le mouvement syndical que le mouvement politique.

Notre auteur reprend le vocabulaire et le catéchisme communistes. Déjà avant-guerre les social-démocrates n'appelaient pas autrement le syndicalisme révolutionnaire que du nom anarcho-syndicalisme ; les bolchéviks ont continué. Mais ça n'empêche pas notre syndicalisme d'être quelque chose de très différent de ce qu'ils disent être.

La trahison et la faillite de 1914 ne sont pas, hélas ! le fait d'une seule tendance. Cependant si la vague de fond nationaliste de 1914 emporta, à peu près tout, il ne faut pas oublier que c'était la conception social-démocrate qui possédait alors l'hégémonie sur le mouvement international. Elle commandait en maître dans l'Internationale politique comme dans l'Internationale syndicale. La faillite du mouvement ouvrier en 1914 c'est au premier chef sa faillite à elle. En s'effondrant elle a rendu extrêmement difficile toute lutte pratique pour la paix, toute manifestation internationaliste contre la guerre. En période de guerre plus encore qu'en période de paix le sentiment de ne pas faire cavalier seul est nécessaire au prolétariat de chaque pays.

Pourquoi en France, en août 1914, ne nous sommes-nous trouvés que des syndicalistes révolutionnaires à tenir le coup ? Cela Garmy ne se le demande pas. Pense-t-il que ce soit le fait du hasard ? Mais n'est-ce pas plutôt parce que dans un vieux pays de démocratie le syndicalisme révolutionnaire — je ne dis pas simplement le mouvement syndical — incarne seul le socialisme ouvrier.

Mais pour Garmy, répétant son catéchisme, nos tendances pacifistes détournaient les masses de la seule action efficace en faveur de la paix. Il ne voit pas, sans doute il n'a pas pu voir alors que la seule lutte révolutionnaire effective c'était précisément la lutte pour la paix. Il aura sans doute l'occasion de voir cela de ses yeux dans les années qui viennent quand l'Internationale communiste, aux côtés des successeurs de Poincaré et de Barthou, bénira ceux qui partiront.

Parler de l'opposition syndicale pendant la guerre est difficile à un bon communiste. Les opposants de guerre sont à peu près tous en dehors du parti et de la C.G.T.U. Par contre, à la tête du parti et de la C.G.T.U., brillent de parfaits jusqu'auboutistes. Le rôle du Comité de la reprise des relations internationales est diminué au bénéfice du Comité de défense syndicaliste qui se forma par une scission au sein des éléments syndicaux du Comité de la reprise. Merrheim, Bourderon, Loriot restant au Comité de la reprise, tandis que Péricat et des camarades du bâtiment fondaient le Comité de défense. Parmi les erreurs de fait, signalons à Garmy la prétendue exclusion de Merrheim et Bourderon du Comité de la reprise en 1916 pour avoir proclamé leur foi wilsonienne. Où a-t-il pris ça ? Probablement dans l'Histoire du parti par Ferrat. Mais cette histoire n'est pas parole d'Evangile.

Il suffit de voir comment Garmy parle du Congrès confédéré de 1918, le premier de la période de guerre, et le seul d'ailleurs, pour constater sa manière d'écrire l'histoire. Trois interventions furent importantes et donnèrent son caractère à ce congrès, celles de Merrheim, de Bourderon et de Dumoulin. Que va faire Garmy ? Il commence par dire que Monmousseau se signala par une belle intervention révolutionnaire, puis il ajoute que Merrheim et Bourderon attaquèrent la politique confédérale tout en essayant de justifier leur attitude centriste. Pas la plus courte analyse de cette attaque de la politique confédérale, ni de celle de Dumoulin. Pas non plus d'explication du vote de la motion majoritaire par une partie de la minorité. Garmy note que Dumoulin et Merrheim votèrent cette motion. Pourquoi ne note-t-il pas que Monmousseau la vota avec eux ?

Non, ce n'est pas ainsi qu'on fait œuvre d'historien sérieux. Les deux autres périodes sont regardées avec la même lunette déformante.

Comment pourrait-on comprendre les efforts pénibles de la minorité pour se reconstituer à la démobilisation, en 1919, après l'abandon de Merrheim et de Bourderon, suivis bientôt par Dumoulin et par Million, si l'on ne regarde pas de plus près ce congrès de 1918 ? De même comment représenter les conditions dans lesquelles se produisit la scission de 1921 quand on pense sans doute qu'elle était nécessaire et fatale ? On se garde de dire aussi que la force morale de la minorité lui venait de ce qu'elle liait la pensée du syndicalisme français, du vieux syndicalisme, à une solidarité ardente avec la Révolution russe, avec celle de 1917, celle de Mars et celle d'Octobre. Nous n'avons pas découvert la Révolution russe en 1935. Nous l'avons aimée pour ce qu'elle n'est plus, pour toute l'espérance qu'elle apportait. Toute la bataille de la minorité syndicale de 1919-1921 a été menée au nom des idées principales du syndicalisme révolutionnaire ; la participation des communistes a été très faible, aussi faible que la participation des anarchistes qui devaient pourtant influer, les uns et les autres, en faveur de la scission et disputer ensuite la direction de la C.G.T.U.

Sur la dernière période, les treize années de vie de la C.G.T. et de la C.G.T.U., même absence d'examen sérieux de l'activité de l'une et de l'autre. En ce qui concerne la C.G.T., Garmy n'a pas compris les raisons de son développement. Pas plus qu'il n'a compris les raisons du déclin de la C.G.T.U. Il y avait deux bilans à établir. Un communiste dans la ligne ne pouvait les établir. Par ses fautes répétées, la C.G.T.U. a été la meilleure propagandiste de la C.G.T. C'est la C.G.T.U. qui a renvoyé vers la C.G.T. les trois quarts des adhérents qui lui sont venus depuis la scission. Quant aux erreurs, aux faiblesses et aux fautes de la C.G.T.U., Garmy et ses amis me font rire quand ils y voient les survivances des différents courants qui ont brassé le syndicalisme d'avant-guerre. Elles sont le fait de la colonisation des syndicats par le parti communiste.

J'aurais voulu répondre ici un peu en détail à ce que Garmy dit sur nous et sur la *Révolution prolétarienne*. Mais cela me mènerait trop loin. Il n'a pas tort quand il dit qu'après le congrès de Lyon, qui impulsait les commissions syndicales, une opposition de ma part et de celle de Rosmer s'était produite. Je pense que Rosmer aurait fait bon marché d'elles. Quant à moi j'en avais une conception qui était très différente de celle des dirigeants du parti ni celle du représentant de l'I.S.R. J'aurais levé les bras en l'air à ce moment comme je les lève aujourd'hui quand je lis sous la plume de Garmy (p. 152) que « les fractions doivent permettre au parti communiste d'exercer son rôle dirigeant dans les cadres de la démocratie syndicale ». Tant que les communistes n'auront pas renoncé à cela, ils ne peuvent espérer réaliser l'unité syndicale ; ils montrent qu'ils ne sont pas mûrs pour elle.

Pierre MONATTE.

Deux rééditions

Signalons la réédition de deux très beaux livres qui étaient épuisés depuis longtemps : la *Mère*, de Gorki, et la *Vie d'un simple*, d'Emile Guillaumin. Ces deux romans ont leur place dans toute bibliothèque de syndicat et même sur toute planchette de militant.

Mais pourquoi leurs éditeurs ont-ils éprouvé le besoin de les faire présenter par une préface ?

Nous nous permettons de dire aux Editions Sociales Internationales que la *Mère* n'avait pas besoin d'être présentée, surtout par Victor Margueritte, le père de la *Garçonne*.

De même pour la *Vie d'un simple*, on aurait pu chez Stock éviter d'accoler le nom de Guillaumin avec celui de Daniel Halévy, chantre du 6 février.

Marcel MARTINET : Chants du Passager.

(Editions R.-A. Corréa, Paris, un volume 15 fr.)

En fermant ce volume de poèmes de Marcel Martinet, on pense à ces pauvres types pour qui les révolutionnaires sont, sinon d'affreux bandits, au moins des esprits faux, bornés, figés, sans autre idéal et sans autre amour que la lutte de classes. Il est bien vrai que certains, chez nous, donnent cette impression d'être en dehors de la vie. Marcel Martinet, qui chante ici « le ciel et les saisons », nous y ramène superbement ; le poète se meut dans quel splendide décor !

« Les Sapins », « Paysages d'Automne », « Images de printemps », « Méditerranée », « Une feuille de hêtre », autant de morceaux où palpite la douleur, mais, encore plus, l'amour de la vie. Je me relirai souvent un morceau comme celui-ci :

Une rose, une seule rose,
Et le terreau qui la nourrit
Fourmillait d'êtres et de choses
Que pour fleurir elle a détruits.

Dans sa férocité sereine
Elle est celle qui a raison,
Puisqu'elle est belle et son haleine
Abat les murs de ta prison.

Cher Marcel Martinet, j'en demande pardon à ton amitié, j'aime tes *chants*. — M. CH.

FAITS ET DOCUMENTS

Les emprisonnements de cheminots en U. R. S. S.

On sait que l'accident de chemin de fer survenu le 8 janvier en U.R.S.S. aux environs de Rostov, a été suivi de l'arrestation des cheminots présumés responsables. A ce sujet, le Syndicat confédéré des cheminots de Paris-Etat-Rive-gauche a voté un ordre du jour élevant une protestation indignée et transmis cet ordre du jour à l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris par la lettre que voici :

Monsieur l'ambassadeur,

Ayant appris, par la presse, que des cheminots russes avaient été incarcérés à la suite de l'accident survenu, le 8 courant, au train 27, qui assure le trajet Léningrad-Moscou — ce convoi étant entré en collision avec le train 25 — notre conseil syndical a voulu émettre une protestation dont vous trouverez la teneur ci-jointe.

Cette protestation a pour but d'attirer l'attention du gouvernement de votre pays sur les répercussions morales qui découlent naturellement des actes de répression violente (emprisonnements, fusillades) dont sont victimes les cheminots russes lorsqu'ils sont reconnus coupables d'un accident.

Vous ne pouvez ignorer combien nous sommes surpris qu'un gouvernement prolétarien agisse ainsi envers des travailleurs (ou l'administration russe accepte que les chemins de fer russe soient pilotés par des incapables, et c'est elle qui est responsable, ou la surveillance du personnel et les moyens techniques sont insuffisants).

Pour nous, cheminots français, un accident découle des faits suivants :

1. *Mauvais état du matériel ;*
2. *Insuffisance des moyens techniques de signalisation ou de protection ;*
3. *Instruction insuffisante des agents d'exécution ;*
4. *Mauvaise sélection dans le recrutement des agents.*

Toutes ces observations, tous ces manquements demeurant exclusivement à la charge de l'administration.

Nous ne pouvons relever, à la charge du personnel d'exécution, que des négligences le plus souvent involontaires, lesquelles, en aucun cas, ne devraient attirer à leurs auteurs des peines de prison et encore moins la mort : les sanctions administratives étant amplement suffisantes pour réprimer les fautes professionnelles.

C'est pourquoi, monsieur l'ambassadeur, je vous communique l'ordre du jour ci-joint, voté à l'unanimité, dans notre conseil syndical du 10 janvier 1934, qui a été rédigé de la main même d'un élève-mécanicien de route, et je vous serais très obligé de bien vouloir le transmettre aux autorités soviétiques à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, monsieur l'ambassadeur, l'assurance de nos sentiments très respectueux. — Le secrétaire : L. CANCOUËT.

Selon *l'Humanité* du 21 janvier, le chef de gare Goussev, considéré comme principal responsable de la catastrophe a été *condamné à mort*, (on sait qu'en U.R.S.S. l'exécution suit de près la condamnation), et les autres inculpés à des peines de prison. Le correspondant à Moscou du journal communiste écrit qu'en la circonstance la peine capitale constitue « la mesure suprême de défense sociale ». Ce rédacteur, l'ex-surréaliste Aragon, n'a jamais eu, il est à peine besoin de le rappeler, qu'une notion très vague du travail en général et de l'effort des cheminots en particulier. Les cheminots français, qui connaissent les difficultés du métier, ne peuvent manquer de s'associer à la protestation de Paris-Etat-Rive-gauche.

Censure... bolchevique au « Populaire »

La revue de Marcel Wullens, *les Humbles*, a publié l'entrefilet suivant :

La Librairie du Travail vient de publier en recueil les « Thèses, Manifestes et Résolutions des Quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923 ».

Ce recueil, qui avait été fait sous les auspices de la Ligue Communiste, ne comporte aucun commentaire, et se présente donc comme la simple réédition de documents et de textes dont on ne peut nier l'extrême importance pour le passé, le présent, et sans doute l'avenir du mouvement ouvrier français et international.

Que l'Humanité et la presse dépendant du Parti Communiste refusent d'en faire mention, cela se comprend du reste.

Mais le Populaire, qui se pique cependant de « démocratie ouvrière », vient à son tour de refuser l'insertion d'un placard de publicité ne comportant que le titre de l'ouvrage, son prix et le nom de l'éditeur.

La Presse Populaire (organe de publicité du Populaire) vient en effet d'écrire à la Librairie du Travail (17 nov.) :

« Nous avons le regret de vous faire connaître que votre texte ayant été refusé par l'administration ne pourra être inséré dans le Populaire de demain 18. »

Pour notre part, nous avons le regret de constater que les deux grands quotidiens lus par la classe ouvrière de ce pays refusent d'annoncer la publication d'un recueil de documents historiques, dont le sens et la portée acquièrent ainsi une valeur nouvelle.

Regrettons, nous aussi, l'attitude du *Populaire*. Nos amis de la Librairie du Travail n'en sont point les seules victimes.

Précédemment, les communiqués annonçant le sommaire de la *R.P.* étaient insérés gratuitement par le quotidien socialiste. Or, le 20 juillet dernier, l'administrateur du *Populaire* nous priait, sans plus d'explication, de... payer ces insertions au tarif publicité. Comme nous ne sommes pas riches, et que la *R. P.* n'est pas une « affaire », nous avons dû renoncer à la publication de nos communiqués.

Tout dernièrement, le *Populaire* n'a-t-il pas passé sous silence l'ordre du jour voté par le Comité général de l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne contre la répression en Russie ? Sans doute ne faut-il faire aux dirigeants communistes nulle peine, même légère.

Nous dénonçons cette censure inadmissible à nos amis socialistes.

La C. G. T. dans le projet Flandin

L'aventurier Flandin a fait une place à la C.G.T. dans son projet de loi sur les ententes industrielles. Voici l'article 4 de son projet :

Il est institué un comité d'arbitrage comprenant :
Un président désigné par décret rendu sur le rapport du président du Conseil ;
Le président de la Confédération générale de la production française ;
Le secrétaire général de la Confédération générale du travail ;
Le gouverneur de la Banque de France ;
Le président de la Conférence des tribunaux de commerce ;
Le secrétaire général du Conseil national économique remplit les fonctions de commissaire du gouvernement.

Jouhaux ira-t-il dans ce Comité d'arbitrage comme il était allé dans la Commission des grands travaux de Marquet ?

ENTRE NOUS

Le dîner des 10 ans de la R. P.

C'est samedi 2 février qu'aura lieu, sous la présidence de Pierre Monatte, le « Dîner des 10 ans de la R. P. ».

Le restaurant sera indiqué par lettre à tous les camarades nous ayant fait parvenir leur inscription.

Notre recensement

Nous publions aujourd'hui le recensement de nos abonnés, tableau que l'abondance de la copie ne nous avait pas permis de caser dans le dernier numéro. Nos cam-

	Nombre d'abonnés au 1er/1/34	Nombre d'abonnés au 31/12/34
Paris	245	221
Seine	205	173
Seine-et-O.	87	82
Ain	8	10
Aisne	8	10
Algérie ..	23	31
Allier	11	10
Basses-Alp.	»	2
Htes-Alpes	3	1
Alpes-Mar.	37	31
Ardèche ..	20	18
Ardennes .	4	5
Ariège ...	1	2
Aube	3	4
Aude	3	2
Aveyron .	1	1
Belfort ...	2	1
B.-du-Rh. .	13	12
Calvados .	11	8
Cantal ...	7	5
Charente .	15	6
Char.-Infér.	5	5
Cher	5	4
Corrèze ...	4	5
Corse	1	1
Côte-d'Or..	2	2
Côtes-Nord.	8	10
Creuse ...	2	4
Dordogne .	2	1
Doubs	9	6
Drôme ...	13	10
Eure	3	4
Eure-et-Loir	»	1
Finistère ..	30	30
Gard	2	3
Gers	1	1
Hte-Garonne	4	5
Gironde ..	32	29
Hérault ...	15	11
Ille-Vilaine	5	4
Indre	18	15
Indre-Loire	7	5
Isère	9	8
Jura	10	6
Landes ...	4	6
Loir-et-Cher	3	1

	Nombre d'abonnés au 1er/1/34	Nombre d'abonnés au 31/12/34
Loire	79	54
Haute-Loire	17	16
Loire-Infér..	7	5
Loiret	5	3
Lot	2	1
Lot-Garonne	8	5
Maine-Loire	6	2
Manche ...	3	1
Marne	15	14
Hte-Marne.	1	»
Maroc	»	1
Mayenne ..	1	1
Meurthe-Mos.	6	5
Morbihan .	11	12
Nièvre	5	5
Nord	33	31
Oise	9	8
Orne	1	3
Pas-Calais.	10	9
Puy-Dôme.	15	15
B.-Pyrénées	7	13
H.-Pyrénées	1	1
Pyrénées-O.	3	2
Bas-Rhin ..	1	1
Haut-Rhin..	1	»
Rhône	68	62
Hte-Saône.	1	1
Saône-Loire	8	6
Savoie ...	2	2
Hte-Savoie.	18	19
Seine-Marne	7	6
Seine-Infér.	43	25
Deux-Sèvres	1	1
Somme ..	11	10
Tarn	3	2
Var	7	10
Vaucluse .	2	1
Vendée ..	2	6
Vienne ...	4	4
Hte-Vienne	12	11
Vosges ...	8	8
Yonne ...	5	5
Colonies ..	10	6
Extérieur .	51	48
Totaux ...	1.411	1.253

Rappelons que nous pouvons envoyer aux camarades qui en exprimeront le désir la liste des abonnés de leur département. Cette liste est nécessaire à tous ceux qui veulent entreprendre un effort de propagande pour la R. P.

JEUDI 31 JANVIER
à 20 h. 30
SALLE K, MAISON DE LA MUTUALITÉ
24, rue St-Victor, Paris, (Métro Maubert)

Conférence sur le Plan

Roger HAGNAUER et Maurice CHAMBELLAND exposeront notre point de vue sur le Plan de la C.G.T. et soumettront à la discussion les éléments d'un Plan syndicaliste.

Si cela lui est possible, Robert LOUZON viendra parler des plans en général (Plan de Man, Plan du 9 juillet, etc.).

Tous nos amis de Paris et de la banlieue sont cordialement invités à cette Conférence.

Une erreur s'étant glissée dans notre annonce de la « R. P. » du 10, nous précisons que c'est bien le **jeudi 31 janvier** que notre Conférence aura lieu.

Ce que l'on dit de la « R. P. »

D'un abonné de la banlieue : « Bien qu'étant un de vos adversaires de tendance, j'apprécie hautement la valeur éducative de la R. P., et je considère sa lecture comme indispensable à tout militant averti. »

Notre souscription

En décembre, nous avons reçu :

Godot (Oise), 10; Fossillon (Loiret), 10; Albert Pelletier (Paris), 10; Gallais (Seine-et-Oise), 10; Tignières (Paris), 10; Yven (Finistère), 10; Picouret (Creuse), 10; Farsy (Pas-de-Calais), 10; Charroin (Seine), 10; Cerny (Aude), 10; Drocourt (Aisne), 5; Gorce (Gironde), 10; Lucile Pelletier (Paris), 10; quelques délégués au Congrès d'Unité des cheminots du P.-L.-M. (Delpuech, 10; Marcelot, 5; Servant, 10; Ploncard, 5; Pélandon, 5) total, 35 fr.; Hébert (Calvados), 10. — Total : 170 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

COLLECTIONS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Précis de Géographie Economique

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

45 Cartes

Prix : 9 Fr.

Le 4e mille vient de paraître

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un fleuve de sang

Une brochure

Prix : 1 Fr.

Cette brochure est parfaite.
Andrée VIOLLIS.

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques-postaux :
Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, PARIS. Compte N° 734-99. Paris.

"L'Emancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes"

Vous ne connaissiez pas

"La Révolution Prolétarienne"

LISEZ LES NUMÉROS

de propagande que nous vous envoyons gratuitement

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'UNITE SYNDICALE, indispensable contre le fascisme menaçant.

NI PARLEMENTARISME, NI FASCISME
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'IL VOUS INTERESSE

Abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2me page de la couverture)